



Bimensuel  
N. 64 - 20.11.79  
7ff-4fs-50fb

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**

*Dossier Tchécoslovaquie*

**Libérez Petr Ulh, Vaclav Havel et  
leurs camarades !**

*par Catherine Samary et Jean-Yves Potel*



*l'invasion des tanks soviétiques à prague en 1968*

**L'impérialisme utilise l'arme de la faim  
contre les révolutions indochinoises**

*par Pierre Rousset*



# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

### SOMMAIRE

N. 64 du 20 novembre 1979

- Page 3      **DOSSIER TCHECOSLOVAQUIE**  
Libérez Petr Ulh, Vaclav Havel et leurs camarades !  
Catherine VERLA
- Page 6      **Reportage avec les militants de la Charte 77 et du VONS**  
Jean-Yves POTEL
- Page 15     **NUCLEAIRE**  
100 000 personnes à Bonn réclament la fin du programme  
nucléaire  
Nora ROTH et Marc LEVY
- Page 17     **TUNISIE**  
Pour le boycott de la farce électorale et pour une assemblée  
constituante librement élue
- Page 21     **INDOCHINE**  
L'impérialisme utilise l'arme de la faim contre les révolutions  
indochinoises  
Pierre ROUSSET
- Page 28     **CHINE**  
Interview de Huang Xi Zhe par un journaliste de la «Voix du  
peuple»
- Page 33     **BRESIL**  
La recrudescence de la répression et la montée du mouvement  
pour le Parti des travailleurs  
Benedito de OLIVEIRA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

abonnement 1 an 25 numéros:

130 FRANCS français, 60 FRANCS suisses, 900 FRANCS belges  
(Canada : 35 dollars canadiens; 45 par avion ; USA : 30 dollars US,  
40 dollars par avion)

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

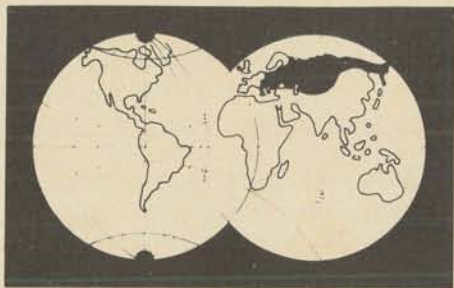
Pays .....

VERSEMENT :

Chèques Postaux ou bancaires  
à l'ordre de Pascal Henri, adressés  
à Inprecor - BP 57 - 93101 -  
MONTREUIL Cedex - France

ou

Virement à l'ordre de SCHOLTZ -  
rue Josse Impens 127 -  
BRUXELLES - Belgique -  
N. 001-1085001-56  
(envoyer copie à Inprecor  
Montreuil)



## Libérez Petr Uhl,

# Vaclav Havel et leurs camarades !

Catherine VERLA

**M**OINS de dix jours après les condamnations infligées à Petr Uhl, Vaclav Havel et leurs camarades, alors qu'on attend leur procès en appel et celui des cinq autres membres du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies), neuf signataires de la Charte 77 viennent d'être interpellés à Prague. Tel semble être aussi le cas de l'avocat, Maître Danish, déjà radié du barreau pour sa défense des signataires de la Charte 77. Au moment où nous écrivons, il n'y a aucune certitude sur leur situation, sinon que les interpellations seraient liées à un «complot terroriste».

Rien n'aura donc été épargné pour tenter de démoraliser, isoler et museler finalement une opposition qui se bat pour imposer le respect des droits reconnus dans la légalité «socialiste» de la Constitution tchécoslovaque : une vaste campagne des médias visant à discréditer les inculpés sur le plan de leur vie privée aux yeux de la population; des pressions morales, physiques et matérielles contre leurs amis et leurs familles - privation d'emploi, brimades et brutalités policières...; une caricature de procès; de lourdes condamnations et d'intolérables conditions de détention... Nous rendons compte de tout cela dans ce dossier. Mais cela ne

suffisait pas. Les dernières arrestations sont une tentative de «criminaliser» davantage encore l'affaire. A plusieurs reprises déjà, des accusations de «terrorisme» ont été lancées, à l'époque contre Petr Uhl (cf. la reproduction dans *Inprecor* n. 39 du 30.11.78, de l'article de la revue *Signal*). En vain. Le dossier de Petr Uhl au dernier procès n'en portait plus de trace. Il faudra à nouveau mettre en échec la tentative d'impliquer d'autres défenseurs des libertés en Tchécoslovaquie, dans une sombre affaire de lettre anonyme menaçant de «tuer le président Husak». Cette nouvelle raffe s'efforce manifestement de briser entre autres la résistance de certaines familles en s'en prenant aux enfants après avoir condamné les mères (cf. l'interpellation de Jiri Bednar et de Mlle Nemcova, respectivement fils et fille de Mme Bednarova et de Mme Nemcova, condamnées au dernier procès).

L'acharnement des autorités tchécoslovaques dans le déploiement de leur arsenal répressif de la plus pure veine stalinienne, est à la mesure de l'enjeu : incontestablement, les coups dirigés contre le VONS visent ceux qui sont les plus actifs parmi les signataires de la Charte 77, ceux qui montrent à la population la voie pour une réaction collective et quotidienne contre toutes les violations des droits démocratiques et sociaux reconnus, depuis la perte

d'emploi jusqu'aux emprisonnements. Dans un contexte intérieur de très lourd mécontentement social face aux augmentations des prix de ces derniers mois (cf. aussi notre dossier), et dans un régime où les responsables politiques de cet état de fait se désignent d'eux mêmes par leur pouvoir hypercentralisé, la lutte pour les libertés démocratiques élémentaires peut être explosive. La répression de toute contestation, de toute opposition un tant soit peu collective est donc essentielle aux yeux de l'aile «dure» de la bureaucratie tchécoslovaque. Elle l'est aussi du point de vue de ses «responsabilités» internationales : les liens de plus en plus fréquents de solidarité noués entre les divers opposants des pays de l'Est, la tendance aussi à généraliser certaines expériences d'oppositions (luttés pour l'application des droits, impulsion des syndicats indépendants), tout cela est intolérable aux bureaucrates en place et doit être brisé avant les prochaines grandes échéances mondiales que sont les Jeux Olympiques et la suite des réunions concernant les accords d'Helsinki. Le *Rude Pravo*, organe officiel des autorités tchécoslovaques, témoignait de ce que des peines maximales étaient exigées pour le dernier procès. Elles étaient les seules peines cohérentes avec l'ampleur des «crimes» reprochés aux inculpés.

Seule l'importance exceptionnelle des réactions internationales explique des sentences moindres que celles requises. Mais nous n'accepterons pas de telles sentences pas plus que les dernières arrestations qui prouvent, s'il le fallait, la férocité avec laquelle le pouvoir veut briser ses oppositions.

De la capacité de riposte internationale du mouvement ouvrier dépend l'avenir des mouvements pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est. Alors qu'on reproche aux membres du VONS que leurs documents soient transmis et publiés à l'ouest, il faut se battre pour que la presse du mouvement ouvrier occidental publie elle-même de tels documents; alors qu'on leur reproche d'être subventionnés par la CIA, il faut se battre pour qu'une soli-

darité financière soit prise en charge par les syndicats et partis ouvriers et apportée aux familles; alors qu'on reproche aux inculpés de faire le jeu des forces hostiles au socialisme, il faut que tous ceux qui se disent socialistes n'aient de cesse qu'ils soient libérés; alors qu'on les condamne pour avoir donné une image fautive de la Tchécoslovaquie, il faut, à l'exemple de la commission exécutive du parti travailliste britannique, appeler à la constitution d'une COMMISSION D'ENQUETE OUVRIERE INTERNATIONALE (voire encadré), où s'impliqueraient toutes les organisations ouvrières occidentales et en premier lieu évidemment celles qui ont condamné les récents procès et qui irait en Tchécoslovaquie lors des prochains procès.

Notre responsabilité est con-

sidérable pour que de telles actions voient le jour, pour que les directions ouvrières passent des paroles aux actes, et pour que dans les universités, les lycées, les entreprises, des collectes, des délégations soient organisées qui prennent contact avec les familles des emprisonnés, qu'elles aillent directement témoigner de la solidarité qu'elles expriment et rendent compte au retour, devant ceux qui les ont déléguées, de la réalité de la répression et des conditions de détention en Tchécoslovaquie. Voilà ce que les défenseurs des libertés en Tchécoslovaquie attendent du mouvement ouvrier. Voilà ce qu'ils attendent de nous.

le 6 novembre 1979

## Délégation à Prague : Une action à élargir

Prague. Mardi 25 octobre.

Deuxième jour d'un procès censé en durer quatre. Ce sera en fait le dernier.

13h30. Cinq Français se retrouvent à l'entrée du Tribunal. Il y a là Jean Dieudonné, membre de l'Académie des Sciences, délégué par le Comité des Mathématiciens; Patrice Chéreau, délégué par l'AIDA (Association de défense des artistes); Jean-Pierre Faye, délégué par le CICR (Comité internationale contre la répression); Catherine Samary, déléguée par le «Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste» et Daniel Ouaki, militant du PCF, délégué par quelques-uns de ses camarades (avant la prise de position officielle du BP de leur parti), pour demander la libération des emprisonnés. Alain Chalier, professeur de sculpture, mandaté par son syndicat reste pour l'instant à l'extérieur, ainsi que Jean-Yves Potel, journaliste à *Rouge*, afin d'informer la presse de

ce qui se passe. Ces sept Français, l'avocat canadien Gordon Wright, un juriste belge, Maître Viviane Bromckaers, mandaté par le «Comité du Premier Mai belge», et un délégué d'Amnesty International, seront les seuls à avoir pu apporter un peu de cette solidarité qui s'est manifesté partout dans le monde. Ce qu'ils ont fait ? «Pas grande chose» disent-ils tous, mais cela a compté là-bas. Les délégués français ont demandé à assister au procès, à voir les inculpés (en particulier V. Benda, pour Jean Dieudonné et V. Havel pour Patrice Chéreau) et à témoigner (pour le Comité du 5 janvier, qui a publié en brochure les documents du VONS). Ils ont aussi déposé une protestation collective contre l'expulsion de la salle du procès d'Anna Sabatova, femme de Petr Uhl. Ils ont rencontré les membres du VONS et le porte-parole de la Charte 77. Renvoyés de bureaucrate

(de la police) en bureaucrate (des ministères), chacun se déclarant «incompétent», c'est évidemment sans illusion qu'ils se sont pliés à toutes - mais vraiment toutes ! - les démarches pour obtenir d'assister à un procès soit-disant public. Le but : gêner les autorités en procédant comme le font les membres du VONS, publiquement, et selon la légalité reconnue; informer directement ceux que le pouvoir cherche à isoler sur un mouvement de protestation suscité par de tels procès; pouvoir rendre compte en retour de ce qu'est le «socialisme réellement existant». Et, si faible soit-elle, cette présence a effectivement gêné les autorités sans qu'elle soit en mesure d'y opposer une réponse cohérente.

Ainsi les sept Français ont-ils tous pu rencontrer publiquement, dans un des plus grands cafés de Prague, le *Slavia*, les porte-parole de la Charte 77 (sans cesse suivis par des poli-

ciers, en particulier Mme Tomino-  
nova) et des membres du VONS.

S'ils ont tous été «courtoisement» fichés à ces occasions, ils ont pu néanmoins poursuivre leurs démarches, et le soir du procès, venir par solidarité avec les inculpés en attendre le verdict à la porte du tribunal. Intimés de «circuler», ils ont pu le faire, de long en large sous le nez des policiers nerveux pendant plus d'une demi-heure, tous seuls, alors qu'une trentaine de Tchécoslovaques avaient été arrêtés devant même le tribunal l'après-midi. Si enfin, cinq d'entre eux (cinq, par hasard, les deux autres s'étant trouvés séparés à la faveur... d'une panne de secteur après la fin du procès !) ont été cavalièrement expulsés, une telle mesure survenait trop tard pour qu'elle ait empêché des liens de solidarité bien physiques de

se nouer avec les défenseurs des droits démocratiques en Tchécoslovaquie, trop tard pour qu'elle ait nui à la transmission des informations. Une telle mesure n'a pas non plus empêché les deux «rescapés» de poursuivre ce qu'ils avaient décidé de faire tous ensemble : informer les agences de presse présentes à Prague sur leurs démarches collectives et se rendre chez Julius Tomin... pour prendre le café en dépit des interdits policiers (deux messieurs en uniforme sont devant l'appartement en permanence, soit disant pour «protéger» Zdena Tomino-  
nova depuis qu'elle a été agressée par des hooligans. Il s'agit en fait d'isoler et tenter ainsi de démoraliser deux parmi les signataires de la Charte 77, en empêchant leurs amis et ceux de leurs enfants de venir le voir).

Cette gêne du pouvoir bu-

reaucraticque - en Tchécoslovaquie comme dans les autres pays de l'Est - quand il se trouve confronté à tous ceux qui viennent, mandatés par des comités de défense des libertés, des syndicats ou des partis ouvriers, défendre ceux qui se battent pour l'application de droits reconnus dans la Constitution de ces pays, cette gêne face à tous ceux qui se réclament haut et clair du socialisme, marque la différence entre une telle dictature exercée au nom de la classe ouvrière, sur son dos, et les dictatures bourgeoises. Voilà pourquoi il est particulièrement important que se généralise l'exemple donné par les délégués des divers comités à Prague. Parce qu'aussi cette présence «étrangère» qui gêne les autorités, c'est pour les opposants, un peu d'espace introduit dans le carcan bureaucratique, et un peu de chaleur humaine.



Ana Sabatova, membre du VONS, devant le tribunal de Prague.

## Reportage avec les militants de la Charte 77 et du VONS

Jean Yves POTEL (\*)

Prague, lundi 22 octobre : Zdéna Tominova discute dans un café avec Gordon Wright, un avocat canadien venu pour le procès. Le flic qui suit partout la porte-parole de la Charte 77 s'est carrément installé à leur table et écoute. Il ne comprend rien. La conversation se tient en anglais. Gêné, il demande au bout de quelques minutes : « Mais quel dialecte parlez-vous ? », « L'irlandais », lui répond, moqueuse, Madame Tominova. Déçu, le fonctionnaire se retire.

### EXIGER L'APPLICATION DE LA LOI

Telle est l'ambiance à Prague. Un mélange de surveillance policière et d'ironie. Un Etat qui organise la peur, des opposants qui ne l'acceptent pas et qui « vivent dans la vérité », comme disait Vaclav Havel avant son arrestation. Cette vie « ramène l'individu sur la terre ferme de son identité, et en tant que choix politique, elle l'amène à jouer le tout pour tout. » (1) La veille du procès, Zdéna Tominova me disait : « Nous ne sommes pas des éléments subversifs, ni même des dissidents. Nous sommes des citoyens responsables ».

Très émue par les nouvelles sur la solidarité en Europe occidentale, elle a continué, en français : « Personnellement, je ne vois pas comment je pourrais accepter une autre décision de cette cour que la proclamation de l'innocence des six. Je suis pratiquement sûre d'être arrê-

tée, mais jamais je ne cesserai la lutte pour leur libération. Je suis persuadé que tous nos amis pensent de la même façon ». Elle parle lentement, tenant sa tête à deux mains. Autour de nous, une trentaine de militants et de sympathisants du VONS et de la Charte, au fond d'un grand café aux banquettes de velours vert. Dehors, la sirène d'une voiture de police attire mon attention. Ils sourient. Ils ne viendront pas dans ce café.

« Nous ne combattons pas le socialisme », me précise-t-elle immédiatement, « le régime... ». Elle s'arrête et dit : « C'est dur ce que je vais dire, mais c'est nécessaire : c'est le régime qui utilise le socialisme pour conserver son pouvoir et ses privilèges ». Cette femme de trente-huit ans n'a jamais adhéré à un parti politique. Interprète, auteur de nouvelles et d'essais philosophiques, elle a toujours refusé « l'aide fraternelle » des troupes du pacte de Varsovie, en 1968. Cela a suffi pour en faire une rebelle, pour lui faire signer la Charte 77 dont elle est maintenant un des trois porte-parole officiels.

« Dans toutes les sociétés, me dit-elle, les lois ne suffisent pas. Encore faut-il les appliquer, vérifier constamment qu'elles le sont ». Tel est le rôle du VONS.

(\*) (Journaliste à Rouge, hebdomadaire de la LCR française - SFQI -, présent à Prague lors du procès, expulsé)

La Charte 77 qui regroupe environ 1200 signataires se bat pour l'application en Tchécoslovaquie des droits démocratiques élémentaires, reconnus par la Constitution et le gouvernement : droit de réunion, d'association, de circulation des idées et des écrits. Le Comité pour la défense des personnes injustement persécutées (VONS) « s'est donné pour but d'étudier le cas des gens qui sont poursuivis ou emprisonnés pour avoir exprimé leur opinion. Celui aussi des victimes de l'arbitraire policier ou judiciaire. »

Créé en avril 1978, le VONS regroupe 22 membres. Après les arrestations de mai dernier, douze nouveaux membres se sont déclarés. Leurs noms et adresses, ainsi que les statuts du Comité, ont été déposés au tribunal municipal de Prague, comme l'exige la loi. La Fédération internationale des droits de l'homme vient de reconnaître le VONS comme sa section officielle en Tchécoslovaquie.

Sa plate-forme n'est donc pas différente de celle de la Charte 77 dont il émane. Mais il concentre ses activités sur une tâche précise et regroupe des gens très actifs. Depuis sa création, il a publié 139 communiqués et traité environ 70 cas de répression et d'arbitraire. Les adresses et les noms des adhérents du Comité sont diffusés dans tous le pays, notamment en Bohême et en Moravie. Ils collectent ainsi des informations sur des jugements et les illégalités commises par la police

et la justice. Les victimes sont pour la plupart des jeunes ou des ouvriers, certains isolés dans de petites villes de province ou dans des villages.

### LA FORCE DE L'IGNORANCE

La force de la répression repose en partie sur l'ignorance des faits par la population. Ces jugements restent confidentiels, le Rude Pravo, organe central du PC, passe son temps à vanter les mérites du socialisme et à promettre un avenir radieux. «Des conneries, rien que de conneries dans ce canard», me commente un sympathisant du VONS en feuilletant le Rude Pravo du jour. C'était mardi, le verdict du procès devait tomber le soir même. La seule «information» sur l'événement est donnée par la lettre d'un lecteur canadien. Il y affirme que les dissidents, plutôt que de salir l'image du socialisme en Occident, feraient mieux de dénoncer les brutalités et la répression qui règne dans les pays capitalistes, en particulier aux USA et au Canada.

Quand le VONS publie et diffuse des informations précises sur la répression et l'arbitraire ordinaire, il met donc une épine sérieuse dans le pied d'une bureaucratie qui prétend parler au nom de la classe ouvrière. On a peine à croire, en Europe occidentale, à l'importance de ce combat. On ne peut même pas comparer avec la situation sous les dictatures fascistes. Là bas, contrairement à un Pinochet par exemple, Husak et ses acolytes signent les Accords d'Helsinki, parlent au nom de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier international, proclament et inscrivent dans leur lois tous les droits démocratiques.

C'est sur cette contradiction permanente entre les paroles et les actes qu'agissent les militants du VONS et de la Charte 77. «On estime à plusieurs centaines le nombre de personnes emprisonnées pour raisons politiques», me dit une militante du VONS. Certains ont simple-

ment refusé de signer un texte condamnant la Charte, ou pire, une femme a été licenciée de son travail «parce qu'elle continuait à voir son mari, signataire de la Charte 77». «Mais nous ne traitons pas que ces cas», me précise-t-on. «Il y a aussi les jeunes qui refusent de partir au service militaire, ceux qui sont emprisonnés un ou deux ans pour une rixe avec la police.»

### UN REFUS DE LA CLANDESTINITE

Appliquer la loi est donc subversif, en Tchécoslovaquie. C'est du moins ce que pense le gouvernement et le tribunal de Prague qui viennent de condamner six militants du VONS pour leurs activités légales. Pourtant, a proclamé avec ironie Jiri Dienstbier à ses juges, «si le VONS avait existé dans les années cinquante, peut-être n'y aurait-il pas eu autant de condamnations; peut-être que notre cher président Husak n'aurait pas fait autant de pri-

son!». Mais ce «légalisme» est aussi une force. En arrivant à Prague avec mes adresses soigneusement planquées, je m'attendais à des rendez-vous clandestins, à rencontrer des gens dans des endroits sombres. Rien de tout cela.

C'est dans le plus grand café de la ville, en face du Théâtre national, au Slavia, que l'on m'a invité. Tout le monde s'y est retrouvé pendant le procès, toutes tendances et affinités réunies. Blues jeans, parkas, cheveux longs, les filles en pantalons, ils sont tous là, jeunes pour la plupart, autour de grandes bières Pilsen. Ils se parlent quelque-fois dans l'oreille et disparaissent à deux ou trois pour une réunion. Tendus à l'approche du verdict, ils agissent ensemble avec une solidarité impressionnante.

Toutes les opinions sont acceptées. La Charte et le VONS comprennent les militants de tendances très différentes : catholiques, libéraux,

## Que s'est-il passé à Ostrava ?

Ostrava, une ville minière dans le Nord du pays, près de la frontière polonaise. Les conditions de travail y sont difficiles, la semaine, au fond dure quarante deux heures et demie; il n'est pas rare que l'on y fasse des heures supplémentaires pour s'assurer des moyens d'existence convenables. Les mines, faute d'investissements modernes, ne sont pas suffisamment rentables. Hormis les Héros du travail qui battent tous les records, un homme qui descend au fond touche 2050 couronnes par mois (1025 F), «s'il fait l'équipe du samedi en plus de sa semaine et s'il remplit le plan.» Quand la veine est pauvre en charbon, les mineurs doivent enfreindre les règles de sécurité pour remplir les normes.

Au mois de juillet dernier, à ces mauvaises conditions de travail, se sont ajoutées les hausses spectaculaires des prix de biens de consommation élémentaires. Les militants du VONS disent à Prague qu'un jour de juillet, les travailleurs d'Ostrava en ont eu assez. Ils se seraient rassemblés aux coins des rues, aux bas des immeubles. Des prises de paroles auraient dénoncé la hausse des prix et les mauvaises conditions de travail. Les accidents mortels sont de plus en plus fréquents à la mine. De courtes manifestations auraient eu lieu. Très vite, la «milice populaire» et la police auraient dispersé ces rassemblements. Le tout n'aurait duré qu'une journée.

Une journée de colère. Le déroulement précis des faits n'a pu encore être entièrement vérifié par le VONS. Mais ce qui est certain, c'est qu'il s'est passé quelque chose d'important, au mois de juillet, à Ostrava.

trotskyistes, sociaux-démocrates ou libertaires, ils se serrent les coudes. Et discutent librement de leurs idées, de l'avenir de leur combat. Tous s'affichent militants et signataires de la Charte, ils discutent librement avec des étrangers. Quand les flics viennent contrôler les papiers, ils continuent à discuter, comme si de rien n'était. Eux, ils refusent de présenter leur carte d'identité.

Une détermination qui impressionne. Mais on aurait tort de généraliser. Si l'on n'est plus à l'époque stalinienne, où en se déclarant opposant on prenait son billet pour le Goulag, le régime a d'autres méthodes pour maintenir marginale son opposition. «Les informations ne viennent pas toutes spontanément» remarque un militant du VONS. «Quelquefois les gens pensent que nous sommes des provocateurs, beaucoup ont peur de s'adresser à nous».

## LA REPRESSION

Cette peur est l'arme essentielle du régime. Non la peur de la prison, mais celle de perdre son emploi et tout ce que l'on a péniblement acquis. Un signataire de la Charte 77 est constamment surveillé. Il est la plupart du temps licencié et ne trouve pas d'emploi à sa qualification. Des philosophes deviennent gardiens de nuit, des ingénieurs laveurs de carreaux. Les primes qui entrent pour une large part dans le salaire, sautent. Un ouvrier voit subitement ses conditions de travail se détériorer. On vous coupe le téléphone; si vous habitez un appartement propriété de l'Etat, on vous vire.

Le philosophe Julius Tomin, qui a perdu son emploi de gardien de nuit dans un zoo, il y a trois semaines, nous raconte sa vie quotidienne : «Deux flics sont installés sur mon pallier, avec un petit poste émetteur. Ils y mangent et jouent aux dames toute la journée. Ils empêchent les gens d'entrer chez moi pour boire un café. Même les enfants qui viennent visiter mon fils sont refoulés. Mes amis n'osent plus venir me voir.» Au mois de

juin, sa femme, Zdéna Tominova, a été attaquée et battue dans un escalier par des individus masqués. Il se rend immédiatement à l'hôpital et ne va donc pas à son travail. Le lendemain son directeur lui demande pourquoi il s'est battu avec des inconnus dans le zoo. En fait, un groupe l'attendait aussi, cette nuit-là, et la police avait averti son directeur avant même la bastonnade. La bureaucratie policière n'avait pas compté sur l'imprévu...

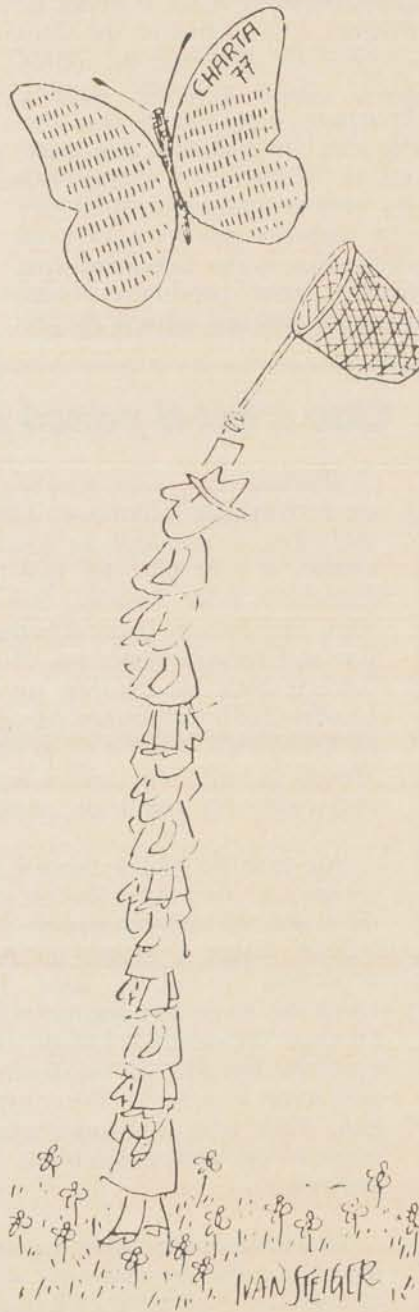
Cette vie, peu d'hommes et des femmes sont prêts à l'accepter. La situation économique s'est brusquement détériorée

ces derniers mois. Les prix ont augmenté de façon spectaculaire. «Jusqu'à 200% pour certaines marchandises comme les vêtements» me dit-on. J'avais effectivement trouvé très élevés les prix affichés dans les vitrines : pas de chaussures à moins de 300 couronnes (150 F), pas de vestes à moins de 700 couronnes (350 F). Le salaire moyen d'un ouvrier s'élève à 2200 couronnes (1100 F par mois). Les queues devant les magasins d'alimentation sont fréquentes, les coupures de gaz et d'électricité, quotidiennes. La corruption et le marché noir ont pris des proportions alarmantes. Pour la première fois depuis longtemps, le Rude Pravo a dénoncé des cas de corruption spectaculaires. «Mais ils ne font évidemment rien contre elle» me précise-t-on immédiatement.

## HUMILIES ET HONORES

Les aléas de la planification bureaucratique la favorisent, au contraire. Ainsi m'explique une amie : «Quand certaines cigarettes viennent à manquer - c'est fréquent - tu dois connaître le marchand et payer plus cher pour en avoir. Les paquets qui restent sont planqués sous l'étagère et le vendeur empoche deux couronnes de mieux par paquet.» De cette aggravation de la situation économique, on ne parle pas dans les lieux publics. Apparemment, la population se tait. Pourtant, me raconte-t-on, dans les familles beaucoup protestent. Dans les réunions amicales, c'est le principal sujet de conversation. «La masse des travailleurs vit en contenant son mécontentement, dans l'humiliation. Elle n'a pas de moyen d'expression autonome, et il est difficile de faire le pas d'une action collective.» C'est le cas, pourtant quelques fois (voir encadré).

Il y a bien sûr une autre image de la classe ouvrière, celle que l'on rencontre rue Prikopé, au centre de la ville. Les trams traînent sur leurs rails, le soleil d'automne est froid et vous vous trouvez face à une centaine de portraits placardés sur un grand mur



(Ivan Steiger. Listy)



ôcre. J'ai d'abord cru qu'il s'agissait du Comité central et je trouvais fort irrespectueux ces passants qui marchaient d'un pas pressé sans le saluer. Un ami m'explique qu'il s'agit des «héros du travail», les petits fils de Stakhanov. Tous des hommes d'ailleurs, certains cravatés, un sourire en coin, l'œil fier, d'autres un casque de mineur sur la tête. En Tchécoslovaquie, «L'Homme de marbre» ne prend pas encore la poussière dans les caves des musées. Il est couvert de gloire, reçoit des salaires et des primes considérables. On le voit à la télé, il reçoit des fleurs dans les manifestations officielles. Pourtant il lui arrive aussi, comme un certain Sakmar dans les mines de Stanice, de se faire casser la gueule. Celui-là avait plus que dépassé les normes et dû se faire recoudre à l'hôpital.

L'action de la Charte 77 et du VONS est donc difficile. Elle demande patience et courage. Elle rencontre cependant une grande sympathie, mais une sympathie encore trop passive. Julius Tomin qui descend quelquefois dans la rue pour «parler aux gens», pour les informer simplement de ce qui se passe, estime à environ deux cents le nombre de personnes qui ont manifesté dans et autour du Tribunal au moment du procès. «C'est déjà beaucoup» pense-t-il. Ils se sont regroupés une soixantaine le lundi midi, rue Spaléna, face au bâtiment surveillé par la police. Dispersés, certains ont été arrêtés (37, le lundi après-midi, sept jeunes de moins de 18 ans, le mardi soir) et gardés à vue. L'attitude de la population était caractéristique : elle passait, comprenant visiblement très bien ce qui se passait, mais n'osait pas manifester.

### L'INFLUENCE DU MOUVEMENT OUVRIER OCCIDENTAL

De même, si les résultats du procès marquent un léger recul du pouvoir face à la solidarité internationale, ils sont très graves et aboutissent à l'emprisonnement de militants précieux. Parmi les plus impor-

tants. Jiri Hajek, porte-parole de la Charte 77, insiste longuement sur l'importance de la solidarité internationale qui doit se poursuivre : «Nous accueillons avec beaucoup de reconnaissance toutes les manifestations de soutien aux Droits de l'homme, mais nous devons accorder une importance particulière à tout ce qui vient de la gauche». C'est la plus efficace contre un régime et une police qui parlent et agissent au nom de la classe ouvrière. Le VONS va continuer ses activités. Pour Jiri Hajek, «ceux qui sont intéressés au développement d'une société socialiste acceptent de telles initiatives pour le développement des droits civiques, comme une force qui aide ce développement. Je comprends que les éléments bureaucratiques soient hostiles à toute initiative civique, parce qu'ils veulent manipuler la population».

Les six condamnés vont subir de très difficiles conditions de détention. Anna Sabatova, la femme de Petr Uhl, condamné à cinq ans, nous explique : «J'aurai beaucoup de problèmes matériels avec mes deux enfants. Quel droit aurai-je de voir Petr Uhl ? Si le procès est confirmé en appel, je ne le verrai qu'une fois tous les six mois, pendant une heure, et je ne pourrais lui donner qu'un paquet de deux

kilos. Je pourrai lui écrire, mais il ne pourra me répondre qu'une fois tous les quinze jours. Une seule autre personne de la famille peut lui écrire, et personne d'autre.» Comme Jaroslav Sabata, son beau père, Petr Uhl subira le régime de deuxième catégorie, extrêmement sévère, car il a déjà été condamné. Il lui est interdit de fumer ou de recevoir de l'argent. Il doit même attendre quinze jours pour changer de sous-vêtements. Les quatre autres emprisonnés seront en «première catégorie», ce qui n'est guère mieux. Pendant la détention préventive, ce régime les obligeait, par exemple, à rester debout dans leur cellule toute la journée. Interdit de lire et de s'asseoir plus que quelques minutes par jour, sur un tabouret.

Ainsi, les six condamnés de Prague et tous leurs amis actuellement emprisonnés attendent de nous une solidarité à la hauteur de leur courage. De cela, on est persuadé quand on revient de Prague.

(1) «Vivre dans la vérité», de Vaclav Havel, dans le n. 1 de la revue «Alternative», éditions Maspero.

## Documents du VONS et du procès

### ✧ «TCHECOSLOVAQUIE - REPRESSION»

— BROCHURE regroupant les communiqués du VONS publiée par le «Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste»

Commandes a C. Fontaine - 30 bis, rue des Boulets  
Paris - 75011

### ✧ «LISTY» en français, n. 12, sur le procès

Commandes au CICR - J.J. Marie

Appt. 2A2 - 111, rue de Reuilly - 75012

### ✧ DOSSIERS EN ANGLAIS, par le «Charter 77 Defence Committee»

14 Elgin Court, 16 Montpellier Road, London W5

### ✧ LABOUR FOCUS ON EASTERN EUROPE

111 Cazenove Rd. London N 16

# Témoignage :

## des accusations non fondées, un climat de calomnies

Il aura donc fallu attendre la fin du procès pour que le *Rude Pravo*, organe du PC, commente le procès de Prague. Mais rien n'est dit sur le contenu des séances. Les déclarations des accusés, la demande par l'ensemble des avocats de l'acquittement pur et simple de leurs clients, de cela la population tchécoslovaque ne saura rien. En revanche, depuis les arrestations de mai dernier, un climat de calomnies sur la vie privée des militants du VONS inculpés, était savamment organisé.

On a vu à la télévision, de luxueuses automobiles stationnées devant l'appartement de Mme Nemcova ou, encore, l'appartement en désordre du Dr. Vaclav Benda. Tout cela accompagné des pesantes allusions sur le divorce de la première et sur la mauvaise tenue de la maison par la femme du second. Les amis des six sont constamment surveillés, depuis plusieurs mois des policiers stationnent devant leur porte. Quand il s'agit d'appartements propriété d'Etat, les fonctionnaires de la police politique s'installent carrément à l'intérieur. Le philosophe Julius Tomin, sans emploi depuis trois semaines, a même été retenu pendant plusieurs jours dans un asile psychiatrique, après avoir été drogué, alors qu'il se rendait en Bohême donner un cours pour l'«université volante», organisée par les dissidents. Un autre jour, Zdena Tomino-

va, sa femme, porte-parole de la Charte 77, a été attaquée et bastonnée dans un escalier par des individus masqués.

C'est dans ce climat que s'est ouvert le procès lundi dernier. En cherchant à isoler les accusés et leurs amis, la police n'a cependant pas réussi à briser la solidarité intérieure. Environ deux cents Tchécoslovaques, dont certains venaient de province, l'ont manifestée concrètement devant le tribunal, rue Spalena. Lundi matin, une quarantaine de personnes, dont les trois porte-parole de la Charte, ont pénétré dans les couloirs jusqu'à la porte de la salle d'audience.

A midi, ce même jour, une soixantaine de manifestants étaient massés de l'autre côté de la rue Spalena. J'ai pu personnellement observer la détermination et la gravité de ces hommes et de ces femmes stationnés là, les bras croisés. Les passants s'arrêtaient brièvement, par sympathie.

Lundi après-midi, trente-sept personnes ont été interpellées, dix-sept seront gardées à vue jusqu'à mercredi. Mardi soir, à 19 heures, sept jeunes ont également été arrêtés et battus dans les locaux de la police. Il s'agit de Lukas Tomin, Liska Tomas, Hajek Miroslav, Janakova Jana, Smida Pavel, Vojak Ladislav, Medek Jan. Ils sont tous âgés de moins de dix-huit ans. A

partir de mardi après-midi, c'est donc en flânant par petits groupes autour du tribunal que s'est poursuivie cette solidarité. On comprend, dans ces conditions, la joie des militants de la Charte 77 et du VONS, lorsque sept personnalités françaises ont fait les cent pas devant la porte du tribunal, mardi soir, en attente du verdict.

---

### CENT POLICIERS

---

A l'intérieur de la salle d'audience, toutes les places étaient occupées par une centaine de policiers, dont plus de la moitié en uniforme. Seuls dix membres des familles étaient acceptés. J'ai pu recueillir auprès de plusieurs d'entre eux un compte-rendu détaillé des audiences.

«L'accusation ne repose sur rien», ont constaté collectivement les avocats en demandant l'acquittement à la fin du procès. Deux témoins seulement ont été cités. Le premier, une femme sans travail à la suite d'une condamnation, a reconnu avoir reçu 1500 couronnes de Vaclav Havel. Un don personnel, a précisé ce dernier. «Cet argent vous a été remis par la CIA, par l'intermédiaire de la Suède», accuse M. Adamec, un des deux procureurs. «Nous avons effectivement reçu de l'argent de Suède», répond Vaclav Havel. Il a été envoyé à la Charte 77 pour son action en faveur des droits de l'homme par le prix Mommsen.

Ce n'est donc pas par la CIA. D'autre part, nous l'avons reçu au printemps 1979, soit plusieurs mois après le don personnel évoqué par le témoin.» La première «preuve» de l'accusation s'est ainsi effondrée. La seconde fut encore moins convaincante. L'acteur Albert Cerny, emprisonné depuis le 26 mars pour avoir participé à des réunions du VONS, a dit : «Je n'ai rien entendu d'illégal dans ces réunions.» L'accusation voulait ainsi montrer l'existence d'une «organisation en lutte contre l'Etat». On comprend pourquoi le tribunal a refusé d'entendre un troisième témoin, Ladislav Lis, également emprisonné.

Le verdict de mardi soir ne repose donc sur aucun fait prouvé. C'est ce qu'ont rappelé les six accusés dans leurs brèves déclarations, fréquemment interrompues. Jiri Dienstbier, que les juges ont coupé une dizaine de fois, n'a pu terminer son intervention. Le logicien Vaclav Benda a réussi, malgré les interruptions, à parler assez longuement : «La cour n'a pas essayé de prouver l'inexactitude des textes que nous publions. Elle considère à priori qu'ils sont faux. Ce que publie et dit le VONS ne peut pourtant avoir que deux significations : ou bien nos affirmations sont fausses, mais alors il faut le prouver. Ou bien ce que nous disons est vrai, et vous nous condamnez quand même, mais les résultats de ce procès seront bien plus dangereux que nos écrits pour salir l'image de la Tchécoslovaquie.» Mme Dana Nemcova, souffrante, a dû être évacuée de la salle. Elle avait commencé par évoquer les leçons qu'elle avait tirées des procès en réhabilitation auxquels elle avait assisté dans les années 60, mais la cour a refusé d'entendre la suite...

---

«JE N'AI RIEN A AVOIR  
AVEC CETTE COUR»

---

Le dramaturge Vaclav Havel, après avoir montré comment il avait compris que les droits inscrits dans la Constitution tchécoslovaque pouvaient être bafoués par le gouvernement et sa

## La cinquième colonne

La tenue du procès n'était pas officiellement connue des travailleurs tchécoslovaques. Les militants du VONS et de la Charte 77 furent les seuls à l'annoncer. Dans une déclaration commune parue le 21 octobre le VONS, la Charte 77 et le KOR polonais dénonçaient le procès : «Les accusés sont jugés pour leurs opinions», ce procès est «une action dirigée contre des personnes qui se battent pour le respect des droits de l'homme, elle est contraire à la loi». «Nous continuerons dans notre effort pour défendre la dignité humaine et toutes les personnes poursuivies dans notre pays». Mais cette déclaration comme le long commentaire de la Charte sur l'acte d'accusation, sont restés confidentiels.

Le Rude Pravo, organe du Parti communiste, ne procédera, jusqu'au verdict, que par allusions. Dans son édition des 20 et 21 octobre un long article signé du vice directeur du quotidien, Zdének Hoveni, traite indirectement le sujet. Sous le titre «Une fausse carte», il attaque l'action de la Charte 77, sans annoncer le procès. Pour le plumeur du régime les dissidents remettent en cause la paix instaurée en 1948. «Ils cherchent à former un mouvement politique en organisant des groupes contre l'Etat, en préfabriquant des pamphlets provocateurs, en diffusant de fausses nouvelles et en calomniant la société et l'Etat. Ils agissent substantiellement sur ordre de l'étranger (...). Leur apparente renommée repose sur les mécanismes de la propagande bourgeoise et leurs voix ne s'élève que dans des circonstances particulières : contre le socialisme, la détente et les initiatives en faveur du désarmement.» Plus loin, l'éditorialiste s'en prend à un «journal italien» (tout le monde comprend qu'il s'agit de l'Unita, l'organe du PCI), qui «fait carrément passer les dissidents pour une opposition démocratique et de gauche. Mais si l'on analyse de près leurs actions, comme le faisait Marx en son temps, il n'y a pas de doute, ils représentent la marche de la contre-révolution. Les dissidents ne représentent qu'une tentative de former une cinquième colonne à l'intérieur de la société socialiste et en soutien à cette cinquième colonne interviennent certains gouvernements des pays de l'OTAN.» Dans le même style, l'hebdomadaire du PCT, la Tribuna consacra cette semaine-là une longue étude à l'organisation Amnistie International, une «organisation au service de l'anticommunisme qui s'efforce par tous les moyens de détruire la communauté socialiste. Ses protégés sont des personnes qui ont violé la loi et qui en plus ont été condamnés de bon droit.»

Enfin, le 24 octobre, le Rude Pravo commentait directement le procès, au mépris de l'évidence. Les objectifs des six condamnés «n'étaient rien moins que de menacer les intérêts politiques de notre république dans le domaine des relations internationales. L'ordre socialiste protège avec constance les besoins et les intérêts de chacun de nos citoyens. La poursuite de ceux qui violent la loi est partie intégrante de cette protection.»

police, a relevé les mots-clés de l'acte de l'accusation : « perversité », « subversion », « hostilité à l'Etat », « calomnies ». « Autant des mots qui prennent un sens émotionnel très grand alors qu'ils ne s'appuient sur aucune preuve. Autant de mots vides... Regardez ce que nous avons publié : des faits, attestés par des tribunaux, et des condamnations légales; des faits qui ne sont pas contestés, mais des faits qui sont autant d'abus de pouvoir de notre police et de notre justice. »

Comme l'avait fait Vaclav Benda, il interpelle le président du tribunal, M. Kaspar : « L'accusation invoque l'article 88 de notre code. Cet article conseille une extrême sévérité contre les entreprises subversives comme la nôtre. Mais, dans ce cas, pourquoi avoir attendu un an, après la proclamation légale du VONS, pour nous poursuivre ? »

Créé en avril 1978, le VONS avait déposé ses statuts et la liste de ses membres auprès du tribunal de Prague, comme l'exige la loi.

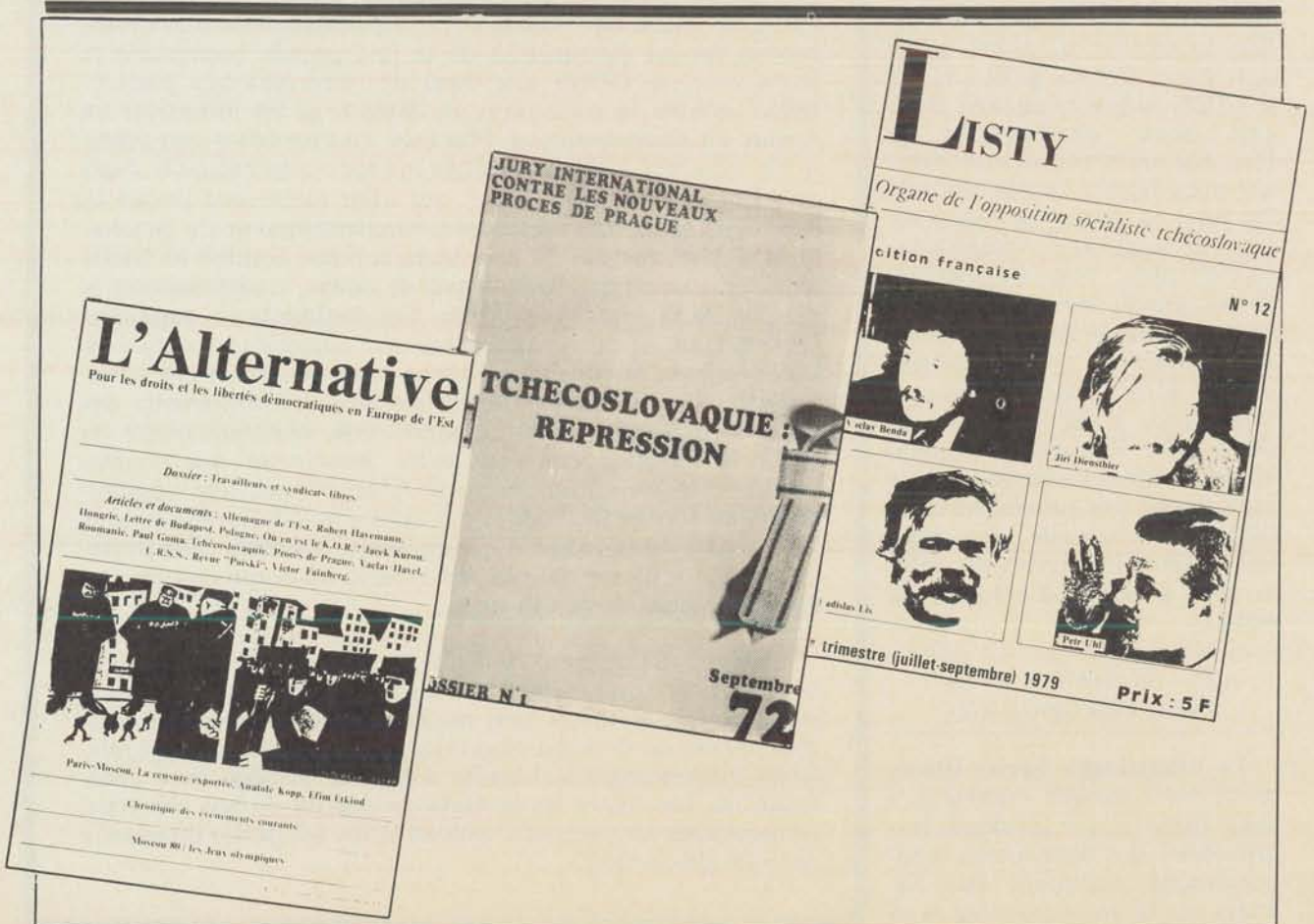
« J'AIME CE PAYS ET  
JE VEUX Y RESTER »

Havel rappelle enfin, comme Vaclav Benda, son refus d'émigrer : « J'aime ce pays, et je veux y rester. Si j'étais un ennemi de l'Etat, je serais parti. » Tous les accusés se sont déclarés solidaires les uns des autres, ils ont refusé la dissociation des cas, comme cela a été tenté pour Petr Uhl, considéré comme le principal responsable du VONS. Petr Uhl n'a d'ailleurs parlé que deux minutes. Il a commencé sa déclaration en évoquant les accords d'Helsinki. La cour l'a immédiatement interrompu : « Ceci n'a rien à voir avec le procès. » « Je n'ai donc rien à voir avec cette cour ! » a répondu Petr Uhl. Je ne la reconnais pas, les accusations portées contre moi n'ont pas de sens, elles visent simplement à combattre la Charte 77 et le VONS. Ce tribunal n'a pas de pouvoir de décision, toutes les peines ont déjà été décidées en haut lieu. »

Après le verdict, les familles ont voulu rencontrer leurs parents cinq minutes. Cela leur a été interdit, « pourtant, lors des procès des années 50, c'était autorisé », m'a dit le fils de Mme Bednarova. Tous les membres de la Charte 77 et du VONS que j'ai rencontrés après le procès ont été formels. C'est la solidarité internationale, en particulier celle provenant d'organisations ouvrières et démocratiques, qui a permis l'abaissement des peines. Dans un communiqué rédigé mardi soir, le VONS déclare notamment :

POUR UNE RIPOSTE  
INTERNATIONALE

« La riposte internationale a une extrême importance pour notre travail. Dans la situation actuelle de blocage de l'information, c'est le seul moyen qui puisse contrecarrer la pratique des institutions tchécoslovaques. »



## Résolution sur la Tchécoslovaquie

### adoptée par la Commission exécutive nationale du Parti travailliste britannique

proposée par  
Eric Heffer, président de la Campagne de  
solidarité avec l'Europe de l'Est,  
et votée à l'unanimité

le 24 octobre 1979

1) Les autorités tchécoslovaques ont ignoré les déclarations des Partis socialistes et communistes à l'Ouest et ont organisé de toute urgence le procès des dirigeants de la Charte 77 qui doit s'ouvrir lundi à Prague;

2) qu'en montant ce procès, le gouvernement tchécoslovaque a fait fi, d'une part, de ses propres déclarations assurant qu'aucune mesure judiciaire ne serait prise à l'égard des militants pour les droits civiques et, d'autre part, des accords internationaux qu'il a signé, concernant des droits tels que la liberté d'information et d'opinion (c'est-à-dire l'Accord international sur les droits civiques et politiques et les clauses sur les droits de l'homme des Accords d'Helsinki).

3) que les autorités tchécoslovaques ont organisé ce procès en dépit du fait que cette rupture flagrante des accords internationaux intervient à un moment où les relations entre l'Est et l'Ouest connaissent une phase particulièrement critique : au moment où des forces au sein du Sénat américain s'opposent à la ratification des Accords SALT 2 et où le gouvernement conservateur en Grande-Bretagne crée une atmosphère de guerre froide afin d'empêcher toute négociation sur la réduction des forces militaires et afin de favoriser la course aux armements. Dans un tel contexte, l'attaque contre la Charte 77 ne peut que renforcer les positions de ceux qui, à l'Ouest, s'opposent à la détente;

4) que l'accusation portée contre les Chartistes emprisonnés implique que les autorités tchécoslovaques vont procéder, dans un avenir proche, à d'autres arrestations et organiser d'autres procès.

La Commission exécutive nationale adopte donc la résolution suivante :

1) Il est nécessaire qu'une enquête complète et objective du mouvement ouvrier sur la situation des droits civiques en Tchécoslovaquie et sur l'attitude des autorités tchécoslovaques à cet égard soit effectuée.

2) Le Parti travailliste fera des démarches dans ce sens auprès des autres partis socialistes ainsi que des partis communistes français, italien et espagnol et proposera l'établissement d'une commission internationale d'enquête en Tchécoslovaquie.

3) L'Internationale socialiste sera contactée afin qu'elle apporte son soutien à cette commission ainsi que son aide financière.

4) La Commission exécutive nationale demandera au «Comité des Juristes pour la défense des droits des avocats en Tchécoslovaquie», dont la création avait été réclamée lors de la réunion de la Commission exécutive nationale, le 25 juillet, de donner une analyse détaillée des conditions légales et de la situation des droits civiques et qui pourrait être utilisée par la Commission exécutive nationale et par une commission d'enquête internationale.

## **La situation économique vue par ses responsables**

La situation économique du pays s'est brusquement détériorée cet été. Pour les travailleurs cela se manifeste par une hausse spectaculaire des prix des biens de consommation élémentaires et par la détérioration de la qualité des services. Le régime a dû reconnaître la gravité de la situation à la fin de l'été. Le Premier ministre, Strougal, a fait un premier bilan du sixième plan quinquennal, après trois ans et demi, dans un discours remarqué le 31 août. La majeure partie de ce bilan a été consacrée à la hausse des prix et au mécontentement qu'elle provoque. Il indiquait également, la détérioration de la productivité des produits tchèques sur le marché mondial. Ce qui aurait entraîné un passif de 10 MM de couronnes (1 M de dollars) dans la balance commerciale.

Mais c'est le dirigeant des syndicats officiels : Karel Hoffmann, qui a tiré le plus clairement la sonnette d'alarme, dans un discours devant le congrès des syndicats, le 25 septembre. Il y

donnait quelques chiffres. La qualité de la production se détériore dangereusement : il n'y a que 20,4% des produits que peuvent être considérés de « première qualité », le reste est très médiocre. L'équivalent de 250 M de dollars est invendable (cette part de la production a progressé, les six derniers mois à un rythme deux fois plus rapide que l'ensemble de la production vendable !). Cela a des graves conséquences sur le commerce extérieur. Trente pour cent des exportations du pays sont vendues sur le marché capitaliste, le reste en direction des pays « socialistes ». « Or, cette mauvaise qualité, remarque Hoffmann, impose des prix 40 à 70% plus bas que ceux des pays capitalistes ».

Enfin, le dirigeant syndical attire l'attention sur le développement des « frais administratifs qui dépassent la mesure alors que fleurissent la corruption, la pratique du marché noir, les appropriations abusives et les violations de la discipline du travail. »



J.-J. Marie, P. Chéreau, J. Dieudonné, J.-P. Faye, J.-Y. Potel, C. Samary, A. Challier, M. Broué, pendant la conférence de presse.



## 100 000 personnes à Bonn réclament la fin du programme nucléaire

Nora ROTH et Marc LEVY

«*IL n'existe pas de jardin caché à l'ombre de l'industrie de mort... Ou bien, nous détruisons le programme nucléaire tout entier, ou bien nous serons tous étranglés par l'Etat nucléaire*».

C'est par ces paroles que Walter Mossmann, chanteur-compositeur, a inauguré le rassemblement auquel ont participé plus de 100 000 personnes à Bonn, le 14 octobre.

C'est en autocar, à bicyclette, en caravane, dans quatorze trains spéciaux, que les opposants au programme nucléaire du gouvernement de l'Allemagne de l'ouest se sont rendus au rassemblement. Les fermiers de Lüchow-Danneberg (le district autour de Gorleben, site projeté pour la construction de l'usine de retraitement des déchets nucléaires) sont venus avec leurs tracteurs. Un groupe d'étudiants de Francfort-sur-le-Main avait loué un bateau vapeur.

La manifestation, appelée par l'Association nationale des comités de citoyens pour la protection de l'environnement (BBU) et soutenue par plus de 120 groupes, était la première action d'ampleur nationale con-

tre le programme nucléaire ouest-allemand.

Les mobilisations précédentes avaient été dirigées contre des cibles spécifiques, l'usine de Borckdorf ou les installations de Gorleben. Le succès de la marche du 31 mars contre le projet de Gorleben, à laquelle avaient participé plus de 50 000 personnes, fut la base grâce à laquelle l'appel à une manifestation nationale fut possible.

L'appel à la manifestation contenait quatre revendications:

- arrêt du programme nucléaire,
- pas d'usine de retraitement, à Gorleben ou ailleurs,
- fermeture immédiate de toutes les usines nucléaires,
- arrêt des poursuites et des inculpations contre les militants anti-nucléaires.

Cette manifestation fut aussi placée sous le signe de l'internationalisme car des délégations importantes venues de France, Grande-Bretagne, Hollande, Suisse et Autriche étaient présentes. Des orateurs de Grande-Bretagne, France, Australie et Etats-Unis exprimèrent leur solidarité.

Cathy McCaughlin d'Harrisburg (Pennsylvanie, USA), la centrale où a eu lieu la catastro-

phe en mars dernier, a dit au rassemblement :

«*Dans chaque pays, les politiciens tiennent des langages différents, mais les résultats sont partout les mêmes. Tout ce qu'ils font engendre la peur, la destruction et la mort... Nous devons y mettre fin. Nous vivons tous à Harrisburg. C'est tous ensemble que nous pouvons lutter.*»

Jakob Moneta, rédacteur en chef du journal de l'IG-Metall, a tourné en ridicule l'argument du gouvernement qui prétend que l'industrie nucléaire est nécessaire parce qu'elle crée des emplois.

«*C'est un scandale, a-t-il dit, que des centaines de milliers de travailleurs allemands soient privés de leur droit fondamental au travail. Mais si le gouvernement voulait réellement créer des emplois, il pourrait diminuer la durée du travail hebdomadaire, sans réduction de salaire ou augmentation des cadences. Une diminution de la durée du travail hebdomadaire d'une heure permettrait non seulement d'améliorer les conditions de vie de tous ceux qui ont un emploi, mais cela créerait également 350 000 nouveaux emplois pour les chômeurs.*»

Moneta est aussi l'un des fondateurs de l'AKL (*Groupe d'action pour la vie*), une organisation de syndicalistes, qui a fait de la prise en charge par le DGB (*Association des syndicats ouest-allemands*) de la lutte contre le nucléaire sa campagne centrale.

Rien qu'à Hambourg, le Comité AKL - l'un des 30 qui existent dans le pays - a pu réunir les signatures de plus de 180 syndicats pour l'appel à la manifestation, malgré le soutien officiel du DGB au programme nucléaire du gouvernement. Certaines sections syndicales ont aussi organisé des transports en autocar de leurs membres à la manifestation.

La division qui s'agrandit dans les rangs du Parti social-démocrate au gouvernement et son partenaire dans la coalition, le petit Parti pour une Démocratie libre, s'est aussi reflétée dans la manifestation de Bonn.

La direction nationale du FDP, les Jeunes démocrates et l'Association de l'Université libérale, firent une déclaration demandant «*la nationalisation des industries d'énergie, la décentralisation des unités de production de l'énergie... et l'interdiction de l'exportation des technologies écologiquement dangereuses.*»

La déclaration soulignait aussi que «*la lutte contre les implantations nucléaires mène nécessairement à une confrontation avec l'économie capitaliste et l'ordre social*». Le triomphe des revendications anti-nucléaires aboutira à un «*affaiblissement*» du capital, poursuivait la déclaration.

Pour la première fois, à Bonn, des porte-parole officiels de la Social-démocratie manifestaient ouvertement sous leur propre banderole. Un grand nombre de manifestants portaient des pancartes disant : «*Je suis un social-démocrate et je suis contre l'énergie nucléaire*».

Par ailleurs aussi, l'opposition au sein du SPD à la politique nucléaire se fait sentir. A la suite de la Conférence du 13 octobre du SPD de la région Rhin du nord-Westphalie, le président des Jeunesses socialistes, a déclaré au quotidien de Berlin, *Tageszeitung*, qu'il s'attendait à un grand nombre de démissions au sein du parti si la ligne et le programme nucléaire du chancelier Helmut Schmidt passaient lors du prochain congrès du parti en décembre. C'est ce congrès qui devra établir la plateforme électorale du SPD pour les élections de 1980.

La politique actuelle du SPD est exprimée dans une dé-

claration officielle votée par le congrès du parti à Hambourg : «*Il est impossible d'abandonner l'usage de l'énergie nucléaire pour le moment*», mais «*on peut envisager de renoncer à l'utilisation de l'énergie nucléaire dans le futur*».

Les pressions politiques qui ont obligé la direction du SPD à parler d'abandon de la politique nucléaire «*dans le futur*» furent soulignées par Gerhard Stoltenberg, premier président du Parti chrétien-démocrate du Schleswig-Holstein, dans une tribune libre du numéro du 12 octobre du journal *Die Zeit*.

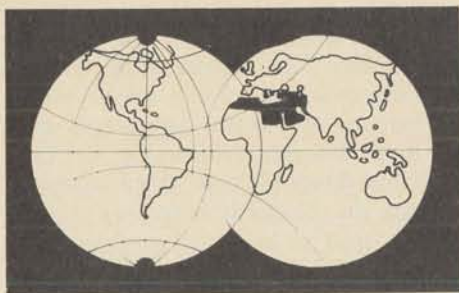
Stoltenberg, un des plus fermes partisans du programme nucléaire, se plaint de ce que «*depuis trois ans, nous avons vu de nombreux membres du Bundestag à Bonn voter à plusieurs reprises l'accroissement du programme nucléaire, approuver des millions de marks de crédit pour ce programme et qui, une fois de retour dans leur circonscription, font des discours émouvants contre «l'énergie nucléaire» ou «l'Etat nucléaire» et qui s'opposent véhémentement à des projets d'implantation nucléaires spécifiques lors des élections locales régionales (Landtag)*».

L'importance de la manifestation de Bonn paraît indiquer clairement que le temps de la politique à double sens est dépassée.



Roth/Levy—IP/I





## Pour le boycott de la farce électorale et pour une assemblée constituante librement élue

— Groupe marxiste révolutionnaire tunisien —

**D**EPUIS plus d'un an, le pouvoir présente l'année 1979 comme une année politique marquée par deux événements majeurs selon lui : le congrès du PSD et les « élections législatives ».

D'où vient cette insistance sur l'importance de ces deux événements ?

Depuis 1956, la bourgeoisie et ses représentants au pouvoir ont transformé toute élection en une farce. La présence des seuls candidats officiels qui passent toujours avec 99 % des voix, le bourrage des urnes et les manipulations de chiffres font que la mascarade qui se renouvelle tous les cinq ans n'a d'élection que le nom.

Mais cette année, le régime trouve des innovations : la liste élargie. Au lieu d'un candidat unique, il y en aurait deux. C'est là la nouveauté qui devrait, selon le Premier ministre, « nous rapprocher de la démocratie totale ».

### QUELLES ELECTIONS DEPUIS 1956 ?

Le problème posé aujourd'hui est de savoir quelle signi-

fication revêtent les élections de novembre par rapport à celles qui ont précédé depuis 1956.

Si leur déroulement et leur préparation revêtent le même caractère, le cadre dans lequel elles se déroulent est complètement différent.

Pour la bourgeoisie, il s'agit d'assurer la continuité du régime afin d'attaquer les lendemains du Bourguibisme dans une position offensive. Instaurer une paix sociale durable afin de pouvoir imposer l'austérité aux travailleurs, voilà l'objectif essentiel du pouvoir. Et les élections visent de ce fait à accréditer l'idée de la pérennité et de la validité des institutions bourgeoises et de la marche vers la démocratie que ce régime prétend démontrer.

Ce qui a changé aujourd'hui, c'est la polarisation créée par l'apparition de cette force organisée qu'est l'UGTT, une force qui a été capable de défier le pouvoir en place et de rivaliser avec le PSD sur le champ politique.

Le changement, c'est que jusque-là, le PSD a eu le monopole de toute la vie politique dans le pays et qu'il ne

peut plus prétendre le faire sans être largement contesté.

Ce qui a changé, c'est cette polarisation qui s'est cristallisée autour de l'UGTT et qui a amené à la rupture avec le PSD.

Ce qui a changé aujourd'hui, c'est qu'après le massacre du 26 janvier, l'opposition au régime n'a fait que s'élargir, de la part des travailleurs notamment, qui, malgré l'absence de perspectives socialistes claires, considèrent comme fondamentale la défense de leurs droits : droits syndicaux, défense de l'emploi et droit au travail, lutte contre les licenciements, liberté d'expression et d'organisation, droit de grève, droit des femmes contre le chômage, pour la syndicalisation et pour des organisations autonomes, etc.

Pour toutes ces raisons, les révolutionnaires, les travailleurs d'avant-garde, ainsi que de larges secteurs de la jeunesse contestataire ne sauraient être indifférents à l'échéance des « élections législatives » qui constituent un enjeu politique important. Farce électorale, simulacre d'élection : oui. Mais il ne suffit pas de les dénoncer.

Nous considérons que c'est une occasion à saisir afin de faire entendre la voix des travailleurs. Il s'agit de présenter aux travailleurs, aux étudiants, aux lycéens et à toutes les couches opprimées de la population, une alternative qui les arme pour une action conséquente et indépendante de toute tutelle des classes dominantes et du gouvernement.

L'occasion de ces élections doit constituer une possibilité pour les travailleurs et le peuple tunisien de manifester collectivement leur refus de la misère, de l'oppression politique et des crimes perpétrés par le pouvoir et l'impérialisme.

---

### POUR LE BOYCOTT DES ELECTIONS !

---

Il s'agit de transformer ces élections en une vaste campagne de dénonciation du pouvoir à travers le **BOYCOTT ACTIF** des élections, la lutte pour les libertés démocratiques et pour l'élévation du niveau de vie des masses.

Cependant, dans la pratique, comment mener ce combat aujourd'hui ? Quel contenu donnons-nous à la lutte pour des droits démocratiques et comment la monnayer ?

L'opposition bourgeoise, au nom des démocrates socialistes, engage bataille sur bataille pour les libertés démocratiques, à travers son organe d'expression. Cette bataille s'inscrit directement dans le cadre de l'instauration d'une démocratie bourgeoise avec l'institutionnalisation d'élections générales et l'établissement du bulletin de vote.

En fait, c'est que la défense de la constitution a donné configurations aux institutions aujourd'hui (armée, police et Parti destourien), lesquelles institutions sont dressées quotidiennement contre les travailleurs et la jeunesse et que nos bourgeois libéraux veulent blanchir en éliminant les hommes de main de Sayah et compagnie, et de cette façon rétablir la démocratie.

Les démocrates socialistes, aujourd'hui dans l'opposition, veulent se montrer les plus grands défenseurs des libertés démocratiques et de la restauration de la liberté et de la dignité du peuple tant bafouées.

Mais il suffit de lire leur programme pour se rendre compte que la démocratie qu'ils nous proposent est une démocratie tronquée, mutilée. Il n'est pas question pour eux de permettre à tous les partis et organisations politiques et, en particulier, à ceux qui se réclament de la classe ouvrière et du marxisme, d'avoir une existence légale. Ils sont pour l'existence d'une opposition bourgeoise pour permettre l'alternance et il ne faut pas que les choses aillent plus loin.

Les Mestiristes veulent nous faire oublier qu'eux-mêmes, quand ils étaient à la tête d'institutions, au sein du PSD et des organisations nationales, les libertés les plus élémentaires étaient étouffées. Quand Mestiri lui-même était à la tête de l'armée, puis chef de la police, à la fin des années 60, des centaines de jeunes révolutionnaires et travailleurs remplissaient ses geôles, la répression n'a pas diminué d'atrocité et la torture est devenue courante.

Face à cela, les marxistes-révolutionnaires ne se font aucune illusion sur les volontés et les capacités d'une quelconque direction bourgeoise d'assumer une démocratie bourgeoise, même dans le cadre de la constitution appliquée à la lettre.

Ils se battent pour intégrer les libertés et les droits démocratiques dans le cadre d'une lutte pour l'élévation du niveau de conscience et de mobilisation des masses.

Ils ne font jamais l'amalgame entre la défense des droits et libertés démocratiques et la défense des institutions bourgeoises.

1) Les prisons tunisiennes continuent à être remplies de centaines de prisonniers politiques et syndicaux condamnés à de lourdes peines de prison

pour avoir exercé leur droit légitime à l'expression et à l'organisation. La récente libération de Habib Achour et de huit détenus politiques, en faveur desquels une large campagne de solidarité a eu lieu, montre que la lutte est payante et qu'elle doit continuer. En libérant Achour et les détenus du procès de 1968, qui sont les détenus les plus connus, le pouvoir compte probablement sur une démobilisation qui lui permettrait d'entamer le congrès du PSD et les « élections législatives » dans de bonnes conditions. Il est faux de croire que cette libération est un premier pas qui sera automatiquement suivi par d'autres, en dehors d'une large campagne de solidarité avec les détenus politiques et syndicaux de réclamer leur libération immédiate et sans condition et de réclamer la levée des restrictions pour ceux qui ont été libérés dernièrement.

---

### AMNISTIE GENERALE ET SANS CONDITIONS

---

2) Le pouvoir contrôle tous les moyens d'information et d'expression. Il réprime l'activité des groupes qui s'opposent à sa politique et leur interdit tout moyen d'expression, à la seule exception du groupe des démocrates socialistes, qui, de leur côté, n'envisagent nullement dans leurs textes programmatiques une liberté d'expression et d'organisation totale et sans restriction.

Evidemment, les travailleurs n'auront pas attendu et n'attendront pas l'autorisation du pouvoir pour s'exprimer et s'organiser. Une multitude de cercles, groupes et organisations plus ou moins clandestines, se sont constitués et exercent leur activité. Sur les lieux de travail, dans la rue, les travailleurs s'expriment parfois ouvertement contre le pouvoir. C'est ce mouvement qu'il faut amplifier et développer en dissipant la peur qui règne depuis le 26 janvier.

Mais, en même temps, cette aspiration générale à la liberté

d'expression et d'organisation d'ordre central :  
doit s'exprimer par un mot

### **LIBERTE D'EXPRESSION ET D'ORGANISATION TOTALE ET SANS RESTRICTION**

### **ABOLITION DU CODE DE LA PRESSE ET DROIT DE PUBLIER UN JOURNAL SANS RESTRICTION NI LIMITATION**

### **DROITS POUR TOUS LES PARTIS ET ORGANISATIONS POLITIQUE A L'EXISTENCE LEGALE**

3) Le 26 janvier, le pouvoir a réprimé dans le sang les tentatives de l'UGTT de retrouver son indépendance. L'activité syndicale a toujours été réprimée et caporalisée. Depuis 1965, le droit de grève est pratiquement interdit et le pouvoir n'hésite pas à envoyer ses bandes armées contre les travailleurs quand ils recourent à la grève. Depuis le 26 janvier, l'UGTT n'est plus un instrument pour les travailleurs, mais un instrument entre les mains du pouvoir.

### **POUR UNE UGTT DE CLASSE, INDEPENDANTE DU POUVOIR RESPECTANT EN SON SEIN LA DEMOCRATIE OUVRIERE**

### **POUR LES LIBERTES SYNDICALES**

### **ABOLITION DE LA LOI INTERDISANT LE DROIT DE GREVE**

4) La bourgeoisie traduit devant les tribunaux d'exception les militants syndicaux et ouvriers. La Cour de sûreté de l'Etat a été créée pour réprimer les activités des militants politiques et syndicaux; il faut exiger sa suppression.

### **DISSOLUTION DE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT**

L'appareil répressif du pouvoir, déjà imposant avant le 26 janvier, s'est nettement renforcé depuis. L'armée, la police, les milices et gardiens d'usines quadrillent le pays, surveillent, arrêtent et répriment quand ils ne tuent pas. La torture est utilisée couramment chaque fois que des militants sont arrêtés, comme l'ont montré les différents procès qui ont eu lieu.

### **DISSOLUTION DE LA MILICE DU PARTI, DES BOP ET DE LA DST ET JUGEMENT DES TORTIONNAIRES ABOLITION DE LA CONSTITUTION DE 1959**

5) Le pouvoir cherche à travers ses «élections», qui seront organisées prochainement, d'une part à sacrifier au rituel quinquennal instauré depuis 1959, d'autre part, à travers la réforme du code électoral, il cherche à assurer une meilleure dialectique interne des différentes fractions bour-

geoises qui pourront ainsi coexister tout en s'affrontant au sein du même parti. Il cligne ainsi de l'œil aux Mestiristes et aux Achouristes pour que s'ouvre la possibilité de retrouver leur place dans le sérail du régime. Il veut aussi - la libération de Achour aidant - effacer les effets du 26 janvier tant aux yeux de l'opinion tunisienne que de l'opinion internationale. Les Mestiristes se sont d'ailleurs accrochés à la perche qui leur était tendue : la réforme électorale, disent-ils, est «*un engrenage que le peuple peut rendre démocratique*» et ils appellent à participer aux élections. Ils préparent ainsi leur retour au parti unique qui sera, n'en doutons pas, de nouveau «adapté» aux réalités du pays.

En fait, les masses n'auront aucun choix si ce n'est entre la peste et le choléra, et la seule réponse logique à cette mascarade que prépare le pouvoir, c'est le **BOYCOTT**.

### **BOYCOTT DE LA FARCE ELECTORALE**

Le régime tunisien, avec ou sans «élections», est un régime rejeté par l'ensemble des couches populaires. Il ne se maintient que par la force de ses organes de répression et par l'absence d'une alternative socialiste.

Il doit être rejeté en bloc à travers cette bataille pour une **ASSEMBLEE CONSTITUANTE LIBREMENT ELUE**

La Constitution de 1959 a été établie par le régime sur mesure pour donner une forme juridique à sa domination. Elle a été amendée à plusieurs reprises de manière restrictive, pour être adaptée aux nouvelles exigences du régime. L'attitude à son égard est claire : il s'agit d'une constitution bourgeoise et il n'est pas question pour les révolutionnaires de la défendre (comme le font les démocrates socialistes qui préconisent un pacte dans le cadre du respect de la Constitution). Mais cette Constitution, faite par le régime lui-même, n'est pas appliquée, en particulier pour ce qui concerne l'Article 8 qui garantit les libertés démocratiques.

### **POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE LIBREMENT ELUE**

cratiques. Sur ce point, il est tout à fait correct d'utiliser cet article pour montrer les contradictions du pouvoir qui ne respecte même pas ses propres lois, comme l'ont fait tous les prisonniers politiques depuis 1968. Mais d'une utilisation tactique de l'Article 8, il ne

faut pas glisser à une attitude d'acceptation et de défense de la Constitution sous le prétexte qu'elle garantit les libertés démocratiques.

La Constitution de 1959 est la base juridique du régime et elle doit disparaître avec lui :

bénéficient des libertés démocratiques sans restrictions.

Une idée doit faire son chemin dans le camp ouvrier. Dans le cadre d'élections libres, les travailleurs doivent présenter leurs propres candidats. La constitution de listes ouvrières, soutenues par les organisations ouvrières, sera la concrétisation de la bataille pour l'autonomie de la classe ouvrière.

Quelles que soient leurs divergences par ailleurs, militants révolutionnaires, syndicalistes et travailleurs avancés, intellectuels et étudiants contestataires, doivent s'unir sur la base de la lutte pour les libertés démocratiques dans restriction et faire entendre leur voix.

Tunis, août 1979

## ABOLITION DE LA CONSTITUTION DE 1959

### POUR UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE LIBREMENT ELUE

Une bataille politique importante s'annonce pour l'automne 1979, bataille dans laquelle la gauche révolutionnaire doit marquer sa présence. Face au front dirigé par les démocra-

tes socialistes, avec le soutien du PUP et du PCT qui se contenteraient d'un compromis boiteux avec le régime, il est urgent de regrouper tous ceux qui luttent pour que les travailleurs et les masses populaires

Parution en novembre

ICONOGRAPHIE de DAVID KING  
TEXTES de PIERRE BROUÉ  
avec le concours de l'Institut  
Léon Trotsky

272 pages de photos 2 couleurs dont  
beaucoup sont inconnues

## SOUSCRIPTION

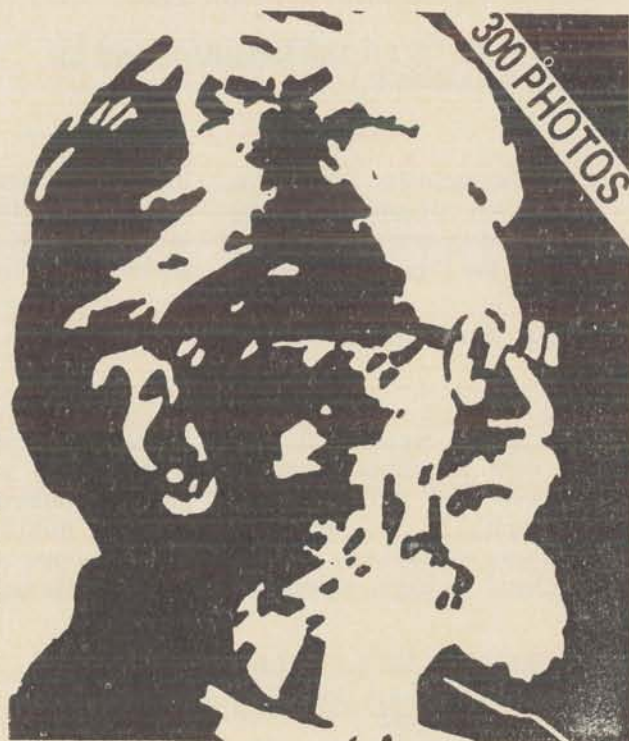
Pour un premier tirage exceptionnel, relié et numéroté de 1 à 500, au prix spécial de lancement de 150 F.

NOM : .....

Adresse : .....

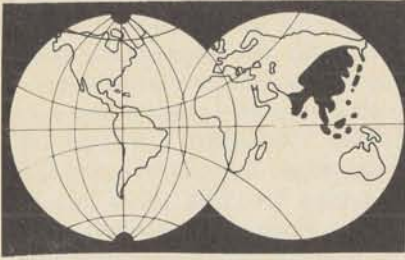
Virement joint à CCP PARIS 18462-71.

E.D.I., 29, rue Descartes, 75005 PARIS.



**edi**

*Léon Trotsky*



# L'impérialisme utilise l'arme de la faim contre les révolutions indochinoises

Pierre ROUSSET

LES révolutions indochinoises doivent aujourd'hui faire face à une coalition d'intérêts internationale qui semble de plus en plus décidée à les mettre à genoux. A tel point que le journaliste Roland Pierre Paringaux pouvait écrire dans *Le Monde* du 3 novembre que «deux camps s'affrontaient dans un conflit aux répercussions planétaires. Face à l'Indochine, dominée par Hanoi et ses alliés soviétiques, s'ordonne une coalition de fait aux intérêts plus ou moins convergents : Chine, pays de l'ASEAN (1), Etats-Unis, Japon, Occident».

Ce conflit s'exprime dans tous les domaines : diplomatique, politique, humanitaire, économique et militaire. Il tend à enserrer l'Indochine dans un triangle de guerre, à la frontière thaïlandaise, au Nord-Laos, dans les confins terrestres et maritimes sino-vietnamiens. Il se joue dans l'arène internationale comme dans les pays indochinois eux-mêmes où les tensions socio-économiques, ethniques et politiques, sont exacerbées par les pressions extérieures. Il a de profondes répercussions dans toute la région, plaçant notamment les mouvements communistes du Sud-Est asiatique devant des échéances auxquelles ils sont mal préparés.

### LE RETOUR DE SIHANOUK

Une évolution rapide de la situation est en cours. Elle se fait d'abord sentir en ce qui concerne les forces khmères regroupées à la frontière thaïlandaise. Pendant longtemps, les Khmers rouges ont bénéficié d'un appui prépondérant. Malgré l'opposition du Prince Sihanouk, c'est le régime Pol Pot qui a pu conserver son siège à l'ONU, grâce à l'action déterminante des Etats-Unis. Pékin a exercé des pressions sur son «hôte de marque» pour qu'il accepte une alliance formelle avec ses anciens geôliers - jusqu'à provoquer une rupture publique, le Prince se repliant quatre mois durant en Corée du Nord. Bangkok refusait, pour sa part, d'accorder un visa à Sihanouk que Paris boudait momentanément.

Deux raisons majeures, communes à la Chine et à l'Occident, expliquent ce soutien. La possibilité d'utiliser dans les instances internationales la fiction juridique de la «continuité» et de la «légalité» du gouvernement Pol Pot. Le fait que les forces khmères rouges se comptaient par dizaines de milliers, même après leur débacle en janvier dernier, alors que les groupes de Khmers serei (de la vieille extrême-droite) sont divisés et ne comptent au plus que quelques milliers de soldats à la combativité fort douteuse. Mais les limites d'un appui trop prépondérant à la direction Pol Pot se font sentir depuis le printemps.

Le soutien aux Khmers rouges finit par devenir compromettant, notamment aux USA et en Europe où les gouvernements prennent prétexte des questions humanitaires pour dénoncer le Vietnam.

Les opérations de guérillas menées par les Khmers rouges durant la saison des pluies - qui leur est militairement plus favorable - n'ont pas répondu aux attentes occidentales. L'absence de véritable soutien populaire - hors les familles des soldats - se fait de plus en plus manifestement sentir. Les Khmers rouges bénéficient d'un arrière vital en Thaïlande, de bases dans plusieurs massifs montagneux et, semble-t-il, d'un réseau d'informateurs et de sympathisants dans le pays qui leur permet de mener des coups de main, de faire régner l'insécurité et de rendre ainsi difficile la reprise des activités agricoles. Ils contribuent à maintenir le Kampuchea en état de guerre, mais n'ont pas su engager de combats importants et sont menacés de sévères revers durant la prochaine saison sèche.

Les puissances intéressées, la Chine d'une part, les USA, le Japon, la CEE et l'ASEAN d'autre part, semblent être maintenant d'accord pour favoriser un triple élargissement des oppositions anti-vietnamiennes : sur le plan politique, militaire et géographique. La «solution Sihanouk» est peut-être en train de s'imposer progressivement.

Déjà, lors de la conférence de Colombo des non-alignés, Ieng Sary avait confirmé l'exis-

1) ASEAN : Association des Etats du Sud-Est asiatique regroupant la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et les Philippines.

tence d'accords sur le terrain entre Khmers rouges et Khmers serei (qui se combattaient avant la chute du régime en janvier) ainsi que d'une coopération avec le mouvement montagnard anti-communiste du Centre Vietnam FULRO (coopération qui existait, elle, depuis longtemps); il déclarait de même son soutien aux révoltes tribales du Laos (interview avec Nayan Chanda, *Far Eastern Economic Review* du 22 juin). Le 5 septembre, Khieu Samphan proposait au nom du «Kampuchea démocratique» à Sihanouk - qui déclinait l'offre - de redevenir chef de l'Etat et de former un gouvernement d'union. Le 24 août, le Prince était retourné à Pékin, signe de détente dans leurs relations.

Chacun plaçait alors ses pions. Sihanouk fondait, le 27 septembre, la Conférence des Khmers nationalistes (CKN) et l'un de ses anciens premiers ministres, Son Sann, constituait le 9 octobre le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), dont les éléments sont connus aussi sous le nom de Khmers serika. Tous créent «leurs» groupes de guérilla et s'affirment prêts à combattre les Vietnamiens sur le terrain. Sihanouk, hier isolé, est invité «en ami» par la France. Il sent que les choses évoluent en sa faveur : «*Les Chinois sont très intelligents, a-t-il déclaré à Pékin. La situation devient très mauvaise pour Pol Pot; or, si cela va mal pour Pol Pot, il leur reste Sihanouk. Je suis la carte Sihanouk. D'abord ils traitent avec Pol Pot, et si cela ne marche pas, alors ils traitent avec Sihanouk*» (Jay Mathews, *International Herald Tribune* du 30 octobre).

Le prince Sihanouk a longuement exposé sa politique dans son dernier livre (2) comme dans une série de déclarations. Jouer de la pression politique, militaire et économique (en menaçant de couper toute aide) pour forcer les Vietnamiens à négocier leur retrait, laisser la direction khmère rouge mourir de sa belle mort et

prendre la tête de l'opposition au régime Heng Samrin, faire appel à une nouvelle conférence de Genève où seraient représentées en forces les puissances occidentales et l'ASEAN, obtenir une couverture militaire internationale impérialiste, mettre au point dans ce cadre une «solution politique». Dans son livre, il tire par ailleurs un bilan

d'échec de sa conception antérieure du développement ainsi que du «socialisme bouddhique». Il s'affirme en faveur d'une économie capitaliste libérale au Cambodge. Il est convaincu que le temps travaille pour lui, les Khmers rouges ne pouvant espérer regagner une base populaire. Il sait aussi que sa «solution» sera pro-occidentale.

## LE TRIANGLE DE GUERRE

Si les Khmers rouges sont en perte de vitesse sur le plan politique, ils restent néanmoins la force militairement la plus consistante de l'opposition anti-vietnamienne. Et le retour de Sihanouk sur le devant de la scène ne signifie pas, tant s'en faut, un allègement des pressions militaires qui s'exercent sur l'Indochine.

Le bloc des pays de l'ASEAN a fait son unité dans la dénonciation du Vietnam. On disait hier que l'Indonésie restait relativement neutre et hostile à la Chine. Jakarta aura vite fait de lever les ambiguïtés. Le gouvernement indonésien faisait savoir qu'en cas de conflit entre la Thaïlande et le Vietnam, il enverrait des troupes pour participer à l'effort de guerre thaï. Et, tout récemment, Malik, Vice-président indonésien, déclarait que l'ASEAN entendait «resserrer ses liens avec la Chine, afin de préserver l'équilibre des forces et la stabilité régionale» (*Le Monde* du 24 octobre).

La Thaïlande se prétend toujours «neutre», elle aussi. Nul n'ignore pourtant que l'armée thaï entretient des relations étroites avec les groupes de guérilla khmers serei. Et le Vice-premier ministre chinois, Ji Peng Fei, vient récemment de «confirmer que la Chine alimente par terre et par mer les forces de Pol Pot en armes afin de les aider dans leur combat contre les Vietnamiens» dans un interview accordé au journaliste Theh Chongkhadikij et publié dans le *Bangkok Post* du 21 octobre. Inutile de souligner que cette aide serait impossible sans une participation active de l'armée thaï.

Des journalistes ont pu témoigner à plusieurs reprises de ce que l'aide humanitaire envoyée pour les réfugiés cambodgiens arrivait parfois directement dans les bases khmères rouges ou khmères serei. Certains ont même vu l'armée thaï distribuer directement du riz aux soldats khmers rouges dans leurs campements. Des camps de réfugiés sont parfois restés sous contrôle effectif des forces de Pol Pot, qui imposaient des distributions très inégalitaires de vivres et médicaments en faveur des combattants et qui continuaient à appliquer sur le sol thaïlandais leur conception très particulière de la justice.

Que la Thaïlande serve de lieu de repli et de repos aux forces anti-vientamiennes n'est plus un mystère. Paringaux notait dans *Le Monde* du 31 octobre qu'environ trente mille Khmers rouges avaient regagné le Cambodge, quittant un camp de réfugiés qui allait être transféré ailleurs, pour reprendre le combat. Ce sont «la grande majorité des cadres et des combattants khmers rouges qui avaient cherché refuge en Thaïlande depuis le 10 octobre pour échapper à la pression des forces armées vietnamiennes» qui ont ainsi répondu aux consignes de l'Angkar (l'Organisation). «De surcroît, remarque Paringaux, les combattants de M. Pol Pot vont bénéficier d'une mobilité accrue dans la mesure où ils n'auront plus à se soucier du sort immédiat de leurs familles exténuées, désormais prises en charge par les autorités militaires thaïlandaises et par l'assistance internationale».

2) «Chroniques de guerre et d'espoir», Hachette-Stock, 1979.

«Cela étant, poursuit le journaliste du *Monde*, il apparaît à l'évidence que la première phase de l'opération «accueil des Cambodgiens», annoncée par le gouvernement de Bangkok le 19 octobre, a essentiellement bénéficié aux Khmers rouges qui avaient trouvé refuge au sud de la ville-frontière d'Aranya-Prathet et dont l'état de santé était misérable».

Le gouvernement américain s'engage aux côtés de ses protégés de l'ASEAN. Vance, Secrétaire d'Etat, s'était rendu à la conférence de Bali où il avait dénoncé, le 2 juillet, dans «les combats au Cambodge» un «danger de plus en plus grand pour la sécurité de la région». Il a alors annoncé que les Etats-Unis «poursuivaient le renforcement de leur potentiel militaire en Asie, dans le Pacifique et dans l'océan Indien», tout en augmentant leur programme d'aide militaire à l'ASEAN (*Le Monde* du 5 juillet). Dernièrement, la Malaisie recevait de nouveaux avions de guerre et la Thaïlande des chasseurs bombardiers F5E, des canons de 105 à longue portée, des chars M-48 A5, des mortiers, des mines et missiles anti-chars (dont des M 47 Dragon et des TOW) sans parler des armes plus légères et des munitions ou véhicules blindés.

Enfin, Deng Xiaoping réaffirmait, le 28 octobre à Pékin, recevant le Président de l'Assemblée nationale thaïlandaise, Harin, que «la Chine se rangera aux côtés de l'ASEAN si le Vietnam les attaque. Elle se rangera du côté de la Thaïlande...», répétant que son gouvernement utiliserait «tous les moyens appropriés afin de soutenir la lutte du Kampuchea démocratique (c'est-à-dire Pol Pot) et de toutes les forces patriotiques (les groupes khmers de droite) qui s'opposent aux agresseurs vietnamiens» (*Le Monde* du 30 octobre).

La Thaïlande reste donc l'un des principaux lieux à partir duquel s'exerce la pression militaire sur l'Indochine, à travers la frontière laotienne et cambodgienne. Mais ce n'est pas le seul.

Le 29 octobre, le gouvernement lao annonçait qu'il avait mis son armée en état d'alerte et dénonçait la présence à ses frontières nord de divisions chinoises, ainsi que l'entraînement au Yunnan, dans le sud de la Chine, de «rebelles et réactionnaires» laotiens envoyés combattre dans le pays. Il semble en effet que des mouvements de rébellion tribaux aient pris de l'extension dans les provinces septentrionales du Laos, limitrophes de la Chine. De sources militaires thaïlandaises, on évaluait à quatre mille le nombre des opposants au régime laotien, équipés et ravitaillés par la Chine, regroupés au sein d'une «division Lanna» (*Le Monde* du 3 août).

Les incidents de frontière semblent se faire à nouveau plus fréquents entre le Vietnam et la Chine: Hanoi dénonce d'importants mouvements de troupes chinoises dans la région

(où se déroulent des manœuvres inter-armées) et s'inquiète d'une possible nouvelle intervention. Il s'élève aussi contre l'appui que Pékin accorderait à des dissidences tribales. Parallèlement, des manœuvres navales auraient eu lieu en Mer de Chine du sud. Pékin a distribué à des compagnies pétrolières américaines des droits de prospection dans des eaux dont le contrôle lui est contesté par Hanoi. En même temps, le gouvernement chinois a interdit le survol aérien d'une série de zones maritimes - en contradiction apparemment avec les règlements internationaux en la matière - de la même région (à savoir, celle de l'Archipel des Paracels). Le geste est d'autant plus grave qu'il force les compagnies aériennes internationales à renoncer à utiliser le couloir «Amber one» qui relie Bangkok à Hong Kong et qui est l'un des plus fréquentés du monde.

#### DES ACCENTS DE GUERRE FROIDE

A l'ouest, au nord et au nord-est, les pays d'Indochine sont donc sous menace militaire. Vu l'arrivée prochaine de la question cambodgienne à l'ONU, il est peu probable que Pékin décide de donner dans l'immédiat une «nouvelle leçon» au Vietnam. Mais, à moyen terme, le danger d'éclatement de nouveaux conflits de grande ampleur semble très réel. Et ce d'autant plus que les mesures militaires ne sont pas les seules à être prises.

Le blocus économique et diplomatique des Etats-Unis à l'encontre du Vietnam est maintenu. La Communauté économique européenne a décidé en juillet d'interrompre l'envoi de l'aide alimentaire qui devait être fournie à Hanoi, alors que la population a faim tous les jours. Tokyo a lui aussi suspendu son aide économique.

Or, le Vietnam, pour ne pas parler du Laos et du Kampuchea !, est dans une situation sociale et économique très difficile. Les objectifs du plan quinquennal 1976-1980 ont dû être abandonnés, dont celui de l'au-

to-suffisance alimentaire. Le 9 octobre, le quotidien du Parti *Nhan Dan* constatait «la situation extrêmement complexe» de l'économie : «Les vivres et les objets d'usage courant manquent. La vie des travailleurs est très pénible, la gestion économique est défailante. Cette situation, outre ses conséquences graves sur la vie quotidienne, a provoqué une généralisation des manifestations malsaines (malversations et corruption)...» (*Le Monde* du 11 octobre). Ce passage est d'autant plus significatif qu'il sert de commentaire à une résolution prise récemment par le Comité central sur la réorganisation de l'appareil économique. On comprend combien est coûteux, dans cette situation, le maintien du Vietnam sur le pied de guerre et la prolongation de son isolement international. Ceux qui ont décrété le blocus des pays d'Indochine, qui ont décidé d'interrompre l'assistance économique au Vietnam, qui ont ralenti l'envoi de secours au Kampuchea savaient ce qu'ils faisaient.



*Guerilleros khmers rouges dans les maquis antivietnamiens.*

La question de l'aide à la population cambodgienne donne aujourd'hui lieu à une vaste offensive idéologique anti-communiste, comme hier celle des réfugiés. Dans le climat constitué, on trouve fréquemment dans la presse occidentale des accents de guerre froide. Derek Davies, rédacteur en chef de la *Far Eastern Economic Review*, publiée à Hong Kong pour les milieux d'affaires, lançait dans un article du numéro du 24 août de cette revue, un violent appel contre la menaçante « ombre du Kremlin » en Asie : « L'Union soviétique représente la menace particulière la plus grave qui pèse sur l'Asie. C'est la superpuissance la plus à même d'entraîner la région dans une troisième guerre mondiale, par un conflit direct avec la Chine (et peut-être le Japon) ou du fait du soutien qu'elle accorde à la politique de déstabilisation de son allié, le Vietnam. C'est la seule superpuissance activement expansionniste et elle se prépare de toute évidence à utiliser la main qu'elle a acquise en Indochine pour étendre son pouvoir et son influence dans la région. (...) Par bien des aspects, la tragédie des réfugiés vietnamiens est salutaire (...) Les pays de l'ASEAN réalisent jusqu'à quels tréfonds de cynisme le Vietnam a plongé sous la tutelle et avec l'aide de Moscou. Même les

généralistes indonésiens commentent à comprendre que la stabilité et la sécurité de leur pays sont menacées par des forces plus proches que la Chine. Ils seront donc plus à même de réaliser qu'alors que la Chine tendait toutes ses énergies sur la voie de la modernisation pacifique de son économie, Moscou soutenait la tentative du Vietnam de déstabiliser la région. »

On comprend que les éditoriaux de cette revue appelle les

pays de l'ASEAN à faire tout leur possible pour que l'ONU décide des « pressions maximum sur Hanoi, dont toutes les sanctions possibles tels l'interruption de l'aide fournie par l'ONU et ses pays membres, afin d'amener le Vietnam à retirer ses troupes du Kampuchea, avant la tenue d'élections libres supervisées par une force de l'ONU (...) » (FEER du 5 octobre).

Même un journal socialiste français, *Le Matin*, a pu publier dans son numéro du 26 octobre un éditorial qui loue implicitement les efforts de l'armée et du gouvernement thaï visant à éviter les incidents en déplaçant les réfugiés loin de la zone frontalière, mais qui dénonce « Hanoi, appuyé par Moscou », coupable de « mener la première grande guerre dont l'arme suprême s'appelle la faim ». « Rien n'interdisait » affirme la rédaction du *Matin*, après le retrait des forces US, « aux dirigeants de Hanoi de renvoyer leurs soldats chez eux pour cultiver la terre. Ils ont choisi de continuer la guerre et de se nourrir du travail des populations qu'ils repoussent par la force. Jusqu'où veulent-ils aller ? Jusqu'à Singapour ? (...) Instinct guerrier, instinct de survie et volonté de puissance, voilà bien ce qui sous-tend les menées de l'armée vietnamienne ».

#### DES ENJEUX QUI DEPASSENT L'INDOCHINE

Les négociations en cours visant à la normalisation des rapports sino-soviétiques peuvent-elles changer cette situation d'extrême tension en Asie du Sud-Est ? Outre qu'il est fort difficile de prévoir ce qui pourra finalement sortir de ces négociations - si du moins, quelque chose en sort - on peut douter qu'elles libèrent l'Indochine des pressions convergentes auxquelles elle est soumise.

Les Vietnamiens eux-mêmes ont fait savoir leurs préoccupations devant ce qu'ils pensent être une tentative chinoise « pour séparer, selon le mot de Le Duan, secrétaire du PCV, le Vietnam de l'URSS et du système socialiste. (La direction

chinoise) a utilisé la lutte du peuple vietnamien pour marchander avec l'impérialisme américain, en vue d'affaiblir et finalement annexer le Vietnam ». Elle ferait aujourd'hui de même avec l'URSS (Nayan Chanda, FEER du 12 octobre).

Du point de vue de la bureaucratie chinoise, le Vietnam n'est pas perçu comme un danger du seul fait de ses relations avec Moscou, mais aussi du fait qu'il est un écran entre la Chine et le reste de l'Asie du Sud-Est. Il lui interdit, de part sa situation géo-politique, de part la puissance potentielle d'une Indochine unifiée politiquement par Hanoi, de part la dynamique objective de la révo-



lution vietnamienne dans la région, de mener à bien une politique d'influence et de coexistence pacifique qui lui est indispensable.

Rien n'indique, non plus, que la direction chinoise est en train de réviser sa politique mondiale anti-soviétique. Le dernier voyage de Hua Guofeng lui a donné l'occasion de réaffirmer en France qu'il n'espérait pas de solution pacifique du problème cambodgien; de saluer en Allemagne fédérale Strauss, président de la CSU, chef de l'opposition de droite et candidat conservateur au poste de chancelier fédéral et d'approuver les «*aspirations légitimes*» du peuple allemand à la réunification; de se livrer à Londres à une violente attaque contre l'URSS.

Quant à Washington, s'il ne veut pas abandonner sa politique de coexistence pacifique avec l'URSS, puissance autrement plus importante dans le monde que la Chine et avec laquelle il lui faut compter pour tenter d'endiguer le cours ascendant de la lutte des classes, il n'en continue pas moins de jouer la «*carte chinoise*» en Asie orientale. Carter vient d'ailleurs de demander au Congrès américain d'accorder à la Chine la clause de la nation la plus favorisée. Le Vice-président Mondale, dans un discours adressé aux étudiants de l'Université de Pékin, est allé plus loin que jamais dans la définition des «*nombreux intérêts stratégiques et bilatéraux parallèles*». «*Notre intérêt, a-t-il déclaré, est de renforcer notre coopération dans tous les domaines, car cela aide à dissuader d'autres (à savoir l'URSS) qui pourraient chercher à s'imposer à nos dépens*» (*Le Monde* du 29 août).

Dans la politique de l'impérialisme américain, la campagne contre le Vietnam revêt au moins une triple importance. C'est l'occasion de porter un coup très dur à des révolutions qui, en Indochine, l'ont tout récemment encore défait - qui ont en fait été les premières à défaire une intervention dans laquelle Washington avait jeté

toutes ses ressources. C'est l'occasion de chercher à stabiliser à nouveau l'ordre impérialiste en Asie du Sud-Est et en Asie orientale; ordre dont certains des piliers avaient été profondément ébranlés par la victoire des révolutions en Indochine. La crise qui vient d'éclater en Corée du Sud confirme une fois de plus l'importance que le gouvernement américain accorde à cette question. Alors que l'assassinat du Président Park Chung-hee fut le fait de l'un des principaux dignitaires du régime,

#### A LIRE AUSSI DANS «INPRECOR»

«Les affrontements entre le Vietnam et le Cambodge - une guerre criminelle»; déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale (numéro 21 du 20 janvier 1978);

«Un conflit plus politique que frontalier», par Pierre Rousset (numéro 20 du 2 février 1978);

«Progrès de la révolution au Sud-Vietnam», par Fred Feldmann et «L'Indochine en crise», par Pierre Rousset (numéro 34 du 21 septembre);

«L'Indochine à l'heure du conflit sino-vietnamien», par Pierre Rousset (numéro 47 du 15 mars 1979);

«Troupes chinoises hors du Vietnam», déclaration du S.U. de la IVe Internationale (numéro 46 du 02 mars 1979);

Ainsi que tout le DEBAT-INDOCHINE publié dans les numéros 46, 47, 48-49;

«Le conflit sino-vietnamien», résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale (numéro 56/57 du 5 juillet 1979).

le chef de la sinistre *KCIA*, alors que personne ne croyait à une intervention nord-coréenne, alors que des services américains sont peut-être eux-mêmes impliqués dans cette sombre histoire, le Président Carter a saisi l'occasion pour préparer l'opinion au maintien et au renforcement de la présence impérialiste dans cette région du monde. Il a menacé Pyongyang, si ce dernier manifestait des velléités «*aventuristes*»; il a montré le drapeau en mettant les forces US stationnées dans la

péninsule en état d'alerte et en envoyant cingler au large des côtes une partie de la 7ème flotte...

Plus fondamentalement, Washington cherche à tout prix à restaurer les conditions politiques intérieures et internationales lui permettant d'envoyer à nouveau d'importants corps expéditionnaires de part le monde. Il ne le peut plus depuis la débacle indochinoise et cela explique pour une bonne part la relative paralysie des Etats-Unis lors de crises comme les crises angolaise, iranienne et nicaraguayenne. L'objectif est considéré comme si important qu'il a été publiquement proclamé. Dans une extraordinaire déclaration, le Général Rogers, chef d'état-major des armées américaines, a en effet annoncé le 22 juin dernier que le Pentagone mettait sur pied un corps militaire spécial, composé de cent dix mille hommes, et destiné à intervenir sur tous les théâtres d'opération du Tiers-monde lorsque les intérêts des Etats-Unis y seront menacés (*Le Monde* du 24-25 juin). Or, la campagne contre le Vietnam est l'une des clefs de cette préparation de l'opinion américaine et internationales à de nouvelles interventions impérialistes militaires, directes et massives.

#### CAMPAGNE D'AIDE ET QUESTION CAMBODGIENNE

C'est dans ce contexte que l'on peut discuter des problèmes posés par l'acheminement et le déblocage de l'aide indispensable pour sauver la population cambodgienne, menacée par la faim et la maladie, et de la politique vietnamienne envers le Kampuchea.

Il nous est impossible de juger actuellement de toutes les négociations qui se sont déroulées entre Hanoi, Phnom Penh, les organisations humanitaires privées et le CICR ou l'UNICEF. Mais, le Président Carter invoquait encore tout récemment «*l'impossibilité*» de déterminer qui détenait le contrôle du pays pour suspendre l'envoi de toute aide humani-

taire à Phnom Penh. Nombreux sont aussi ceux qui demandaient beaucoup plus de compte sur l'usage effectif qui serait fait de l'aide allouée au régime Heng Samrin (qui en a reçu jusqu'à ce jour très peu de l'Occident) qu'aux Khmers rouges (qui en reçurent nettement plus). Les puissances impérialistes ont bel et bien usé de la question des secours humanitaires - malgré leur urgence - à des fins politiques (voir à ce sujet l'éditorial d'*Inprecor* numéro 62/63 du 1er novembre). On peut dans ce contexte se poser quelques questions sur la nature de la proposition américaine visant à faire transiter l'aide par convois routiers partant de Thaïlande, alors que le gouvernement des Etats-Unis n'a rien fait auparavant pour utiliser ou aider à améliorer les moyens d'accès aériens, maritimes ou fluviaux et que les transports routiers devraient justement traverser les zones de combat où évoluent les divers groupes anti-vietnamiens avec la bénédiction de l'Oncle Sam !

De même, on peut comprendre que le bateau hôpital français «*Ile de lumières*» inquiète les autorités de Phnom Penh, même s'il ne porte actuellement que des médecins et infirmiers de bonne volonté : l'opération «*Un bateau pour le Vietnam*» a été en effet lancée à l'époque autant comme une opération politique que comme une opération humanitaire destinée à sauver les réfugiés perdus en mer. Car enfin, ce n'était pas un hasard si la droite anti-communiste vietnamienne, des anciens membres du gouvernement français, des dirigeants de l'AFL-CIO américaines dont les relations avec la CIA n'étaient pas un mystère, se sont emparé comme ils l'ont fait de cette initiative. C'est ce qui nous avait fait dire à l'époque qu'il n'était pas possible de lancer avec de telles personnalités politiques une opération de sauvetage qui se voulait strictement humanitaire.

Il faut lutter pour que soient levés les obstacles politiques qui interdisent l'acheminement massif des secours

alimentaires, matériels et médicaux à la population cambodgienne, ainsi que de l'aide nécessaire à la relance des activités socio-économiques du pays. Mais pour cela il faut aussi lutter pour que les puissances impérialistes d'une part, la bureaucratie chinoise d'autre part, cessent d'attiser les flammes de la guerre et de tenter d'étrangler par tous les moyens à leurs dispositions les révolutions indo-chinoises !

Une action déterminée doit être menée pour que les secours soient envoyés - et envoyés tout de suite - au Cambodge comme aux réfugiés de Thaïlande, véritables morts vivants sortis des zones frontalières et des forêts. Or, même dans ce dernier cas, les secours effectivement distribués et les équipes médicales effectivement envoyées sur place semblent, dans bien des cas, dérisoires face aux besoins. Et pourtant, aucun des obstacles invoqués par ailleurs n'existent là, en terre thaïlandaise ! Cette action, pour être menée efficacement, doit tenir compte de l'état de guerre qui règne, notamment à la frontière khméro-thaïlandaise. Sans cela, l'aide à une population mourante peut aisément, comme on l'a vu, se transformer en un appui aux armées Khmers rouges et Khmers serei ou serika au combat !

Mais il faut aussi poser en termes clairs le problème de la présence des forces vietnamiennes au Cambodge. Près d'un an après leur intervention, le régime de Heng Samrin apparaît toujours essentiellement dépendant de la présence vietnamienne, malgré des progrès enregistrés, notamment à Phnom Penh et ses environs, dans la remise sur pied d'une administration. La saignée en cadres politiques, administratifs, techniques, médicaux a été terrible. Les responsabilités américaines (coupables d'avoir dévasté cinq ans durant ce petit pays par une guerre parmi les plus sauvages et destructrices), Khmers rouges (par la politique de déportation de population, de collectivisation forcée et de purges croissantes qui a été la leur) et chinoises (par l'appui politique, di-

plomatique et matériel qu'ils ont apporté à cette équipe dirigeante) sont écrasantes. Dans son livre récent, le Prince Sihanouk confirme notamment ce que l'on pouvait savoir de la double fuite en avant - sur le plan intérieur et à la frontière vietnamo-cambodgienne - qui a tragiquement dominé le règne des Khmers rouges.

Mais il reste que la direction vietnamienne porte elle aussi une responsabilité importante, même si elle n'est pas de même nature. Car enfin, la politique de collectivisation forcée ne s'est étendue que progressivement à l'ensemble du territoire cambodgien, minant les capacités de réaction de la population, déjà choquée par la guerre américaine. Et les purges politiques qui ont frappé les cadres du Parti communiste et de l'armée susceptibles de s'opposer à l'orientation mise en œuvre par Pol Pot et Ieng Sary ne sont devenues massives qu'en 1977-1978 (bien qu'elles aient commencé très tôt, dans les zones libérées durant la guerre, à l'encontre des militants de «retour de Hanoi»). Il n'était pas fatal que le nouveau régime cambodgien soit aussi faible, exangue. Une opposition beaucoup plus forte que ne fut finalement le *FUNKSN* de Heng Samrin aurait probablement pu voir le jour, si on l'avait aidée plus tôt. Car sans appui suffisant de l'extérieur, elle s'est faite décimer sans merci; bien souvent, apparemment, avant même d'avoir pu se former. Mais cet appui-là devait être avant toute chose un appui politique : il fallait rendre les populations khmères et vietnamiennes (et par là-même, les peuples du monde) juges de ce qui se passait effectivement au Cambodge et à la frontière khméro-vietnamienne.

La direction vietnamienne préféra jusqu'à ce qu'il soit trop tard tenter de régler les «différends» entre Hanoi et Phnom Penh par voie de négociations secrètes, en se taisant publiquement, sur l'évolution réelle de la situation et alors que l'extrême gravité et la nature des problèmes posés réclamaient l'intervention directe des masses

pour être résolue correctement. On ne connaît encore que très imparfaitement l'histoire de ces quelques années clefs qui séparent les victoires de 1975 de l'entrée des forces vietnamiennes au Cambodge en décembre 1978. Mais l'on ne peut s'empêcher de penser que l'opposition communiste khmère à la politique de la direction du PCK, a été longtemps abandonnée. Et l'on peut tirer maintenant un bilan : une politique qui visait à «laver le linge sale» sino-vietnamien et khméro-vietnamien «en famille» a fait faillite. La «solution militaire» de décembre 1978-janvier 1979 fut en cela, le prolongement devenu «inévitabile», de la politique de silence des années précédentes. C'est avant tout en cela que l'entrée en force des armées régulières vietnamiennes au Cambodge devait être condamnée : comme l'aboutissement d'une ligne erronée, au caractère profondément bureaucratique, et aux conséquences extrêmement graves, tant qu'au Vietnam qu'au Cambodge, en Asie du Sud-Est que dans le reste du monde.

La situation de dépendance dans laquelle le nouveau gouvernement Heng Samrin s'est trouvé après le renversement du régime Pol Pot découle pour une part de la politique suivie par la direction vietnamienne après 1975. Elle est aujourd'hui lourde de conséquences. Des journalistes qui se sont rendus à Phnom

Penh peuvent en effet témoigner de ce que parmi les personnes mêmes qui reconnaissent avoir eu la vie sauve grâce à l'intervention vietnamienne (et elles sont sûrement nombreuses à le dire), beaucoup sont inquiètes de l'avenir des relations vietnamo-khmères : elles craignent à la fois un départ prématuré des armées vietnamiennes qui laisserait le champ libre aux guérillas khmères rouges et l'établissement d'une occupation durable du pays par Hanoi (voir notamment Nayan Chanda, *FEER* du 31 août). Tant que le régime cambodgien ne pourra pas faire la preuve de son autonomie et de sa représentativité, en montrant qu'il ne dépend plus de la présence massive des forces vietnamiennes, il y aura toujours le danger de voir le sentiment d'oppression nationale se réveiller chez les Khmers, avec la relance même des activités sociales, et offrir un terreau de prédilection à l'influence des forces pro-impérialistes, à commencer par celle du prince Sihanouk.

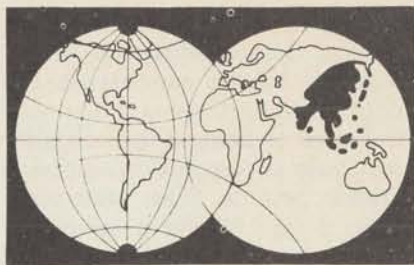
Il faut donc créer les conditions d'un retrait des forces vietnamiennes qui ne s'accompagne pas d'un retour en force des guérillas khmères rouges et anti-communistes. Il faut assurer l'armement des masses cambodgiennes pour qu'elles soient en position de se défendre elles-mêmes; et l'on sait qu'une armée régulière ne sau-

rait venir seule définitivement à bout d'une guérilla qui bénéficie de solides sanctuaires au-delà des frontières et d'une aide militaire et économique régulière. Seule la population cambodgienne peut le faire. Mais pour cela, il faut l'aider à revivre, à reprendre ses activités sociales, économiques et politiques. De timides progrès ont été réalisés ces derniers mois dans cette direction. Il faut les encourager: c'est là aussi l'une des fonctions indispensables de l'aide internationale.

Les leçons politiques des crises sino-indochinoises doivent être largement discutées dans tout le mouvement révolutionnaire et de libération nationale. Mais il est une tâche indispensable et pressante : s'engager dans la défense des révolutions indochinoises au moment où elles sont en butte à des attaques renouvelées de la part des forces impérialistes et néocoloniales, comme de la bureaucratie chinoise. Tout indique en effet qu'une nouvelle invasion chinoise peut avoir lieu - et qu'en tout état de cause les pressions politiques et diplomatiques, sociales et économiques, ethniques et militaires en cours vont se poursuivre, aggravées peut-être.

4 novembre 1979





# Interview de Huang Xi Zhe par un journaliste de la Voix du Peuple

*membre du groupe « Le Yizhe »  
— « Chinois si vous saviez... » —*

Nous publions ci-dessous le texte d'une interview accordée par Huang Xizhe à la revue contestataire de Canton (Guangdong) «*La voix du peuple*» (*Renminzhi Sheng*), interview parue dans son numéro 8 de juillet 1979.

Huang Xizhe était membre, avec Li Zhengtian, Chen Yiyang et Guo Hongzhi, du groupe connu sous le pseudonyme collectif de Li Yizhe. Anciens Gardes rouges durant la Révolution culturelle, réprimés et tolérés suivant l'évolution des luttes de fractions qui déchiraient l'appareil du Parti communiste chinois, ils avaient commencé en 1973, précurseurs du Mouvement démocratique, la rédaction d'un texte de fond sur le régime politique de la République populaire de Chine. C'est le 10 novembre 1974 qu'ils apposent sur les murs de Canton un long Dazipao (journal mural) composé de 77 affiches collées les unes à la suite des autres : «*A propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme*», publié en 1976 en français aux Editions Bourgeois, sous le titre de «*Chinois si vous saviez...*» Le succès de ce document auprès de la population cantonaise est considérable et ses auteurs deviennent rapidement célèbres en Chine et à l'étranger.

Ils seront arrêtés, condamnés aux travaux forcés et ne seront finalement relâchés qu'en janvier 1979.

L'interview que nous reproduisons ici vise à introduire un long article rédigé récemment par Huang Xizhe - et publié dans ce même numéro de la «*Voix du peuple*» - dans lequel il analyse de façon beaucoup plus complète qu'en 1974, les déformations bureaucratiques du régime chinois. Il montre comment l'existence de la «*Bande des quatre*» (fraction maoïste renversée par l'actuel vice-premier ministre Deng Xiaoping et dénoncée pour son extrême autoritarisme) ne fut pas le fait d'un accident historique mais bien le fruit naturel du système bureaucratique en vigueur en Chine. Abordant les problèmes de l'Etat et de l'économie dans

la transition au socialisme, il souligne l'impasse dans laquelle conduit la volonté de construire le socialisme dans un seul pays. Il dénonce l'erreur de Mao sur l'utilisation du culte de la personnalité.

Il considère que la Yougoslavie est le seul pays du monde socialiste qui ait su contrôler le développement de la bureaucratie. Il souligne dans cet article les dangers inhérents à la bureaucratie et aux luttes inter-bureaucratiques, ainsi que l'importance que doit revêtir la prise en mains directe des affaires du pays par les masses. Il conclut en insistant sur la nécessité de passer de la Dictature du Parti à la Dictature du Proletariat, pour réaliser une véritable démocratie socialiste en Chine. Il situe son article dans les débats ouverts dans les masses ouvrières et paysannes comme chez les militants révolutionnaires sur les moyens de conduire effectivement la Chine au socialisme.

L'interview apporte un certain nombre de précisions sur l'histoire du Groupe Li Yizhe, sur la façon dont ces militants du mouvement contestataire chinois entendent répondre aux attaques dont ils sont l'objet de la part de la bureaucratie, sur les débats de fond actuellement en cours. *Inprecor* reviendra ultérieurement sur le contenu même de l'article publié par Huang Xizhe dans le numéro de juillet de «*La Voix du peuple*». Nous nous efforcerons en effet de contribuer à mieux faire connaître les thèses défendues aujourd'hui dans le Mouvement démocratique en Chine. Cette tâche d'information est d'autant plus importante qu'elle doit aider au développement d'un mouvement de solidarité au moment où la répression s'abat à nouveau : Wei Jingsheng, directeur de la revue «*Exploration*» (*Tansuo*) vient d'être condamné à la peine incroyable de 15 ans de prison et le procès de Mme Fu Yuehua, arrêtée après avoir manifesté sa solidarité avec les mobilisations paysannes, est en cours, bien que provisoirement suspendu !



● **Quand est-ce que cet article fût entrepris ?**

*J'ai commencé à l'envisager quand j'étais encore en prison. Après ma sortie, je fus stimulé et motivé par les vagues de mobilisations du mouvement pour la démocratie socialiste. J'ai été imprégné de l'esprit insufflé par le peuple dans ce mouvement. Au mois de mars, j'avais déjà terminé mon manuscrit. Le premier avril je l'ai exposé oralement aux participants du forum de discussion pour commémorer le 5 avril (1), organisé par le magazine «l'Avenir» des étudiants de l'université de Guandong. Je n'aurai jamais cru qu'il provoquerait un tel émoi.*

● **Nous pensons qu'il est utile pour l'actuel mouvement sur la démocratie socialiste de publier cet article dans la VDP, afin de susciter le maximum de réaction. Qu'en pense-tu ?**

*Oui, d'accord; surtout qu'en ce moment il y en a certains qui expliquent que je propage des idées réactionnaires. C'est très bien de le publier pour que les masses puissent le discuter un peu, sinon le peuple saurait seulement que HXZ est réactionnaire, mais il ne saurait ni comment ni pourquoi ! C'est très subjectif.*

● **Tu dis que le discours du 1er avril a provoqué un grand émoi, peux-tu expliquer cela ?**

*Le 1er avril le magazine étudiant «l'Avenir» a organisé une discussion sur le 5 avril. Les organisateurs ont demandé l'avis de Wu Nan sheng (WNS), secrétaire du comité provincial qui a donné son accord. En conséquence la légalité de ce forum est sans ambiguïté du point de vue de la constitution et de la discipline du parti. Mon discours, prononcé lors de ce forum, doit ainsi être protégé par le «principe des trois non» (2). Dans la réalité, dans beaucoup de forums, par exemple celui organisé par l'académie de sociologie pour le 60ème anniversaire du 4 mai (3), beaucoup de discours sont plus virulents que le mien. Or, personne n'a eu de problèmes, sauf moi. Car nous (4) trainons l'ombre de «réactionnaires» sur nous. Au lendemain de mon discours,*

*le 2 avril, j'ai été nominalelement critiqué dans le comité de province par le camarade Xi Zhong xun (XZX); il dit que mon discours est «agitateur» et voir même «réactionnaire». Bien sûr cela peut être son point de vue personnel, il peut considérer que mes points de vue sont réactionnaires comme je pourrais considérer les autres comme réactionnaires (malgré que je n'ai pas ces habitudes). Le soir du 3 avril, j'ai fourni une explication aux camarades WNS et XZX, l'affaire aurait pu prendre fin là. Mais certains membres du comité de ville de Guandong semblent retrouver espoir de quelque chose. Ils profitent de la «vague gauchiste de la revision procès» du mois de mars et avril (5); ils ont distribué le discours du camarade XZX comme un document officiel sans prévenir le Comité provincial. Beaucoup d'unités en ont fait leur compte-rendu (il paraît qu'il existe même des rapports enregistrés sur bandes magnétiques). Le discours du camarade XZX prend ainsi un aspect de conclusion administrative. J'ai donc envoyé une lettre au camarade XZX en le priant de la transmettre à la Commission de contrôle central. Car le comportement du comité de la ville de Guangdong est erroné; il méprise le «principe des 3 non» du parti, il méprise les règles de la vie intérieure du parti communiquées par le CCC. De quel droit dispose donc le Comité de ville pour donner une conclusion administrative sur mon discours sans le débattre avec moi au préalable ? Dispose-t-il donc tel privilège sur les questions d'idéologies et de théories ?*

(1) 5 Avril 1976 : date de la manifestation de la place Tien An Men. Organisée pour rendre hommage à Zhou Enlai à l'occasion de la fête des morts, elle fut le théâtre de heurts sanglants avec le service d'ordre. Elle est devenue le symbole-anniversaire du «Mouvement Démocratique» chinois.

(2) «Principe des trois non» :

(3) 4 mai 1979 : révolte des étudiants contre les «seigneurs de Guerre» de l'ancien régime chinois. La répression fit de nombreux morts.

(4) Cè «nous» semble inclure les quatre membres du «groupe Li Yi zhe».



● **Que penses-tu du contenu même de la critique du camarade XZX ?**

J'ai quelque avis sur sa critique; dans la lettre adressée au camarade XZX, j'ai répondu ainsi : Les critiques du camarade XZX sont principalement les suivants : 1) J'ai dit que la plupart des malheurs de notre pays viennent surtout du texte «notes sur l'économie politique», écrit par le président Mao en 1959, après avoir critiqué Peng De huai (6). Or, le problème ici ne doit pas être que j'ai critiqué le président Mao (ceci doit être un droit élémentaire de tout citoyen socialiste), mais il est de savoir si ma critique est justifiée ou non, si elle est véridique; on peut en discuter (j'avais dit aux camarades XZX et Yang Shang kun : «je ne comprend pas pourquoi notre génération ne peut dire que des mensonges et laisser le devoir de dire la vérité à nos descendants ?») Si le camarade XZX veut le critiquer, il vaut mieux qu'il effectue d'abord un peu de recherche élémentaire, en l'occurrence, relire un peu ce texte «Notes sur l'économie politique». Le camarade XZX a dit que le président Mao a seulement lu une note de Kang Sheng (7) et Kang Sheng a descendu Xi. Là, le président a commis au moins une erreur : c'est que son Ex-

(5) A la fin de l'hiver 1978-79, une période répressive succéda à une période de tolérance face aux activités du Mouvement démocratique, nombreuses durant l'automne - début de l'hiver.

(6) Il s'agit d'écrits du président Mao à l'époque du «Grand bond en avant» et de la conférence de Lushan. Peng De huai, militaire de carrière était membre du PCC depuis 1928. Il s'opposa à la politique économique de Mao et fut limogé.

(7) Kang Sheng, membre du Bureau Politique, était chef de la sécurité depuis 1927. Membres du groupe anti-maoïste de Peng Zheng, au début de la révolution culturelle, il changea rapidement de camp. Aujourd'hui décédé.

(9) Le thème de la Commune de Paris symbolise la démocratie des conseils ouvriers et paysans. Il fut officiellement à l'honneur durant une très brève période, au cours de la révolution culturelle, en 1966, avant d'être brutalement abandonné et de devenir l'appanage de courants contestataires.

cellence n'a pas respecté l'une de ses propres maximes : «Qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole». Comment son Excellence a-t-elle pu faire ainsi, à la légère, confiance à une note, sans faire auparavant de recherche personnelle. Le 2 avril, le camarade XZX m'a critiqué, mais il est évident qu'il n'a pas pu relire ce texte avant. C'est contraire à la règle «pas de droit de critiquer sans avoir fait une enquête».

2) J'ai dit que le camarade Tito est le plus grand marxiste contemporain. Qu'est-ce qu'il y a de «réactionnaire» en disant cela ? Est-ce que le fait d'affirmer qu'un tel est le plus grand marxiste contemporain est un problème sentimental et non pas un problème de pratique (vécu ?). En même temps, n'est-t-il pas possible de discuter, et de débattre de ce problème ?

3) J'ai parlé de la bureaucratie dans notre pays; est-ce une faute ? N'est ce pas la vérité ? Etant donné que notre pays n'a pas appliqué la règle de la Commune de Paris (9) (c'est le seul moyen préconisé par Marx qui permette à la classe ouvrière de se libérer elle-même). Aujourd'hui les cadres de notre pays sont encore nommés de haut en bas. Comme ces cadres montent toujours dans l'appareil sans risque de descendre, ils gouvernent mais ne peuvent rester liés au peuple. Indépendamment de la nature de leurs liens avec le peuple, ils sont destinés à rester des cadres. Comment ne pas dire que c'est un système bureaucratique ? Est-ce qu'il est interdit pour le peuple de critiquer une telle politique injustifiée dans notre pays ? Le parti n'a-t-il pas déjà donné carte blanche au peuple pour parler des problèmes qui existent dans le système de notre pays et n'a-t-il pas décidé fermement de changer ? Pourquoi cela ne vaut plus quand je critique ?

En gros, je pense que le camarade XZX n'a pas été assez prudent en traitant cette affaire. Tels sont les propos que j'ai écrit au camarade XZX en rapport avec les critiques qu'il a formulé à mon égard.

● Il paraît que lorsque le camarade XZX a soulevé le problème de la «vague de pensée droite» à l'occasion de la conférence des cadres du Comité de province, il a indiqué que certaines personnes pensent que l'idée selon laquelle «seul le socialisme peut sauver la Chine» n'est pas assez scientifique. Est-ce que tu penses que tu es visé là-dessus ?

C'est très probable, car j'ai soulevé des doutes sur cette affirmation durant le débat théorique organisé par le Comité de province et des brigades, le 5 avril. Est-ce que «seul le socialisme peut sauver la Chine» ? Je laisse, les nombreux problèmes théoriques concernés; je dis seulement que l'affirmation en elle-même n'est pas scientifique. «Seul le socialisme peut sauver la Chine» donne immédiatement aux gens l'impression que le socialisme n'est pas le résultat naturel du développement des forces productives

de la société chinoise, mais plutôt d'une étoile de bonheur qui vient du ciel et qui introduit le socialisme de l'extérieur en Chine. Ainsi le socialisme n'est plus scientifique mais illusoire.

Cette suggestion est teintée de volontarisme. Elle dit clairement aux gens que l'homme peut choisir librement la forme de société qu'il veut; ceci justement ce n'est pas du marxisme. Le marxiste estime que l'homme ne peut pas choisir librement les forces productives, donc il ne peut pas choisir librement la société déterminée par ces forces de production dans laquelle il produit, échange, dépense (se référer à la lettre de Marx à Annenkov (10)). Sous la direction du «seul le socialisme peut sauver la Chine» on a souvent agité à sa guise pour tenter de changer de force les rapports de production et pour définir les différentes politiques ultragauchistes dites «socialistes», durant les 20 dernières années, politiques qui ont provoqué de graves destructions des forces productives dans la société Chinoise. Les faits ne sont-ils pas suffisants pour nous amener à discuter l'affirmation selon laquelle «seul le socialisme peut sauver la Chine». Dans le débat du Comité de province et de brigade, j'ai prétendu que nous devons affirmer ainsi : «seul le régime de démocratie nouvelle qui avancera vers le socialisme sous la direction du parti communiste est la seule forme de société qui convient à l'état de la force de production de notre société».



● Est-ce vrai que tu sera muté pour travailler au Zhu Ying (11) ?

Non. Mon père travaille là-bas; après la révision du procès j'ai exprimé ma volonté de reprendre mes études. Le 17 mars, le camarade XZX est venu me dire que le Comité est d'accord pour que j'aille travailler à Zhu Ying. Mais certains membres du comité refusent la décision du camarade XZX et du Comité. Il me semble qu'ils considèrent qu'une mutation de travail est

20 novembre 1979

une chose fascinante et attrayante. Ils me donnent l'impression suivante : «Si tu veux une mutation, tu dois nous obéir». Non, je pense que même Tao Yuan ming (un ministre de l'époque féodale) n'a pas cédé pour sauver sa vie; pourquoi, moi, je plierais pour une question de travail ? Je dois parler; la révision de notre procès est évidemment due aux intentions proclamées par nos dirigeants, les camarades Deng Xiao ping, Wu Yao bang, XZX, etc., mais elle est surtout due au poids de l'opinion publique du peuple chinois et des peuples du monde entier. Je n'oublierai jamais ce geste. Si maintenant nous quittons ce mouvement pour la démocratie socialiste à cause d'une question d'intérêt individuel, si nous nous cachions dans un coin, sans prononcer un mot, nous deviendrons des êtres très misérables. Si à cause d'intérêts individuels nous utilisons l'influence sociale qui est la nôtre, du fait de notre passé, pour réprimer le mouvement pour la démocratie socialiste, non seulement nous ne serions pas nous mêmes des révolutionnaires mais en plus nous interdirions aux autres de le devenir; nous ne serions même pas au rang de chiens.

● Ce texte est signé en ton nom personnel. Quel est son lien avec le texte « A propos de la démocratie et de la légalité socialiste » (12) ?

Ce texte est la suite du texte « A propos... ». «A propos...» fut écrit principalement par moi; Guu Hong zhi et Chen Yi yang ont apporté des compléments et des modifications au brouillon. Li Zheng tian a donné son point de vue. Les autres textes signés Li Yi zhe sont principalement écrits par moi et corrigés par CYY. Le camarade Li Zheng tian s'occupait surtout des contacts publics avec l'extérieur. Je tiens à apporter cette clarification vu que les quatre membres du groupe «Li Yi zhe» se sont séparés et ont pris des chemins différents (13).

● On a gaspillé pas mal de votre temps précieux, merci beaucoup pour vos réponses à mes questions.

Pas de quoi, on pourra rediscuter quand on aura le temps. Au revoir !

Au revoir !

le 29 juillet

(10) Lettre de Marx à Annenkov du 28 décembre 1846. Elle fait la critique du livre de Proudhon «Philosophie de la misère». Voir Marx-Engels, Correspondance Tome-1, éditions Sociales, pp.446-459.

(11) Zhu Ying (Jou-jin) : Il s'agit probablement de l'entreprise cinématographique de Jou-jiang.

(12) «A propos de la démocratie et de la légalité socialiste», publiée en français sous le titre de «Chinois, si vous saviez» chez Christian Bourgois éditeur.

(13) Huang Shi zhe semble ici critiquer implicitement Li Zheng tian qui se laisserait utiliser par l'actuel régime.

# cahiers LEON TROTSKY

NUMÉRO SPÉCIAL  
LES PROCÈS  
DE MOSCOU  
DANS LE MONDE

# 3

JUILLET-SEPTEMBRE 1979

INSTITUT LEON TROTSKY 29, RUE DESCARTES 75005 PARIS  
PUBLICATION TRIMESTRIELLE. DIFFUSION E. D. I.

C E numéro des Cahiers Léon Trotsky paraît au moment du 100<sup>e</sup> anniversaire de Léon Trotsky, né, on le sait, trente-huit ans jour pour jour avant la révolution d'octobre.

La rédaction est heureuse de la coïncidence entre cette publication et cet anniversaire. Fondé il y a deux ans et demi, l'Institut Léon Trotsky a publié dans cette période six volumes des Oeuvres et trois numéros des Cahiers, ce qui nous semble pouvoir être considéré comme un hommage particulier de centième anniversaire, en même temps qu'une promesse.

Trotsky n'est pas présent dans chacun des articles de ce numéro spécial dont le contenu constitue pourtant un hommage pour lui. D'une part, c'est contre cet homme presque seul et contre ses compagnons dévoués jusqu'au sacrifice que s'acharment les machines à mentir et à tuer que Staline utilise pour maintenir à tout prix les privilèges et le pouvoir d'une bureaucratie cupide. D'autre part, c'est l'énergie du combattant Trotsky qui anime et inspire la résistance organisée à cette effroyable machine à broyer.

Nous dédions de ce numéro à Léon Trotsky pour son 100<sup>e</sup> anniversaire et plaçons en épigraphe pour lui, cette phrase qu'il prononça pendant cette période :

«Le plus haut bonheur humain n'est pas dans l'exploitation du présent, il est dans la préparation de l'avenir.»

Institut Léon Trotsky

## SOMMAIRE

Pierre BROUË. — Présentation ..... 5

### Première partie CONTRE-PROCES

G. R. — Une thèse magistrale : *Contre-procès* de Thomas R. POOLE ..... 17  
Biographie. — John Dewey ..... 32  
Document n° 1. — *Rapport à ses membres sur le travail du comité de défense de Léon Trotsky* ..... 33  
Alan WALD. — La commission Dewey : quarante ans après ..... 43  
Document n° 2. — *Résumé des conclusions de la commission Dewey* ..... 57  
Gérard ROCHE. — Défense et contre-enquête en France ..... 61  
Document n° 3. — *Appel aux hommes* ..... 99  
Document n° 4. — *Lettres de L. Sedov à M. Martinet* ..... 101  
Document n° 5. — *Lettre de M. Martinet à L. Trotsky* ..... 105  
Document n° 6. — *Lettre de P. Naville à H. Solow* ..... 107  
David VOGELSANGER. — Tentative de contre-procès à Bâle (avec deux lettres inédites de L. Trotsky dans le texte) ..... 109

### Deuxième partie PROCES MANQUES

René REVOL. — Procès de Moscou en Espagne ..... 121  
Document n° 7. — J. A., *L'affaire Léon Narvitch* ..... 133  
Biographie. — Freund, dit Moulin ..... 135  
Biographie. — Kurt Landau ..... 136  
Biographie. — Rosalio Negrete ..... 137  
Biographie. — André Nin ..... 138  
Biographie. — Goffredo Rosini ..... 139  
Pierre BROUË. — Procès manqué à Prague : l'affaire Grylewicz ..... 141  
Document n° 8. — A. Grylewicz, *Le procès d'espionnage manqué* ..... 147

Pierre BROUË. — Procès d'Américains à Moscou ou procès de Moscou à New York ? L'affaire Robinson-Rubens ..... 151  
Biographie. — Vittorio Vidali ..... 175  
Biographie. — Tina Modotti ..... 177  
Biographie. — George Mink ..... 179  
Document n° 9. — *Déclaration de J.-P. Cannon sur l'affaire Robinson* ..... 180  
Document n° 10. — Junius (H. Solow), *Le véritable plan derrière l'affaire Rubens est en train de s'éclaircir* ..... 183  
Biographie. — Camillo Berneri ..... 186  
Biographie. — Carlo Tresca ..... 187  
Document n° 11. — C. Tresca, *En justifiant sans trêve ni peur toutes les dictatures, nous accomplissons notre devoir* ..... 189  
Document n° 12. — C. Tresca, *Où est Juliet Stuart Poyntz ?* ..... 196  
Document n° 13. — C. Tresca, *Pourquoi je suis allé devant le grand jury fédéral* ..... 199

### Troisième partie LA MACHINE A MENTIR

Jean-Paul JOUBERT. — Quand l'humanité couvrirait la trace des tueurs ..... 203  
Document n° 14. — *Huit traités à la patrie soviétique devant le tribunal suprême (l'Humanité)* ..... 229  
Document n° 15. — *Déclaration de Sneecollet à la police suisse* ..... 230  
Document n° 16. — *Le trotskysme au service de Hitler (G. Soria, l'Humanité, 20 juin 1937)* ..... 232  
Document n° 17. — *Les traités trotskystes dévoilés à Barcelone (G. Soria, l'Humanité, 25 oct. 1937)* ..... 234  
Chronologie ..... 237  
INSTITUT LEON TROTSKY. — Des thèmes de recherche pour les historiens du P. C. F. ..... 241  
Les collaborateurs de ce numéro spécial ..... 243





## La recrudescence de la répression et la montée du mouvement du Parti des travailleurs

Le 29 octobre s'est déclenché un des plus puissants mouvements de grève au Brésil. 400 000 métallurgistes de la région de Sao Paulo, appartenant au plus fort syndicat du pays, et malgré l'opposition de leur Président, le «jaune» Joaquin Andrade, ont commencé une campagne de luttes salariales. Sous la direction de l'opposition syndicale de Sao Paulo, des milliers de travailleurs ont arrêté leurs machines - ce qui est toujours interdit au Brésil - et ont commencé à former des piquets de grève devant les usines. Cette combativité ainsi que le degré d'organisation élevé d'un mouvement populaire qui vit encore sous la botte d'une sanglante dictature militaire, se heurte en contrepartie à son corollaire : la répression brutale.

C'est ainsi que le lendemain du début de la grève, l'un des dirigeants syndicaux, Santo Dias

da Silva, Vice-président d'une liste d'opposition syndicale des métallos de la ville, a été tué par les forces de police (c'est le cinquième ouvrier tué depuis le début de l'année). Avec le déchaînement de la répression, plus de 300 travailleurs ont été emprisonnés et ont subi des interrogatoires, et parmi eux, les plus importants dirigeants syndicalistes combattifs. Une dizaine d'entre eux sont, soit toujours en prison, soit entrés dans une semi-clandestinité. La répression frappe donc de manière sélective : emprisonnements massifs, mais s'attaquant aux leaders.

Néanmoins, les travailleurs brésiliens continuent leur combat. Après dix jours de lutte, la majorité des travailleurs, soit 280 000 personnes, est toujours mobilisée et tient régulièrement des assemblées générales auxquelles participent plus de 20 000 ouvriers...

Benedito de OLIVEIRA

UN an et demi après la montée d'un des plus grands mouvements de la classe ouvrière brésilienne et malgré cette courte trajectoire, il est déjà possible d'établir un bilan. C'est ce qui a été fait, par exemple, par les plus importants dirigeants des grèves et leaders syndicaux.

La dictature, ainsi que le patronat, qui ont tout d'abord été pris par surprise, possèdent à l'étape actuelle une stratégie très claire : d'un côté, imposer des défaites, à l'aide d'une violente répression, et démoraliser dans le même temps les travailleurs,

en essayant de discréditer les dirigeants les plus combattifs. D'un autre côté, ils recherchent les conditions les plus favorables pour gagner dans «l'opinion publique» et les «milieux politiques» une collaboration de classe; c'est dans ce but que le Ministère du travail a présenté au Congrès un projet de loi établissant des réajustements semestriels de salaires, au lieu des réajustements annuels actuels. Le projet prévoit ainsi un réajustement légèrement supérieur pour les salaires les plus bas. En même temps, le régime pousse discrètement à la création de partis «populaires» qui pourraient jouer un rôle de

frein du mouvement ouvrier et populaire. C'est le sens des avances faites par la dictature au PTB (Parti travailliste brésilien (1)).

Il devient essentiel, pour la dictature, de ne pas accorder des augmentations de salaires importantes sous la pression des grèves actuelles, même si ces hausses ne vont pas à l'encontre des intérêts du patronat et n'affectent pas substantielle-

1) Parti populiste de Lionel Brizola, créé initialement par le dictateur Vargas, et qui a possédé une large base ouvrière jusqu'en 1964

ment leur taux de profit. Tel a été le cas, par exemple, des grèves déclenchées par les employés de banque à Porto Alegre, dans l'Etat de Rio Grande do Sul, qui ont duré quatorze jours en septembre. Cette volonté de ne pas céder au mouvement de grèves s'est manifestée à plusieurs occasions : le syndicat des employés de banque de Porto Alegre est dirigé par l'un des principaux syndicalistes « authentiques » qui bénéficie du soutien des principaux dirigeants syndicaux, qui se sont d'ailleurs rendus dans cette ville située à l'extrême sud du Brésil; ce mouvement de grève fut l'un des mieux organisés, avec la mise en place de comités de grève dans les banques mêmes, ainsi que l'élection d'un « commandement » de grève, etc. C'est ainsi qu'il a été possible de maintenir la grève pendant dix jours après l'intervention du Ministère du Travail qui fit arrêter la direction syndicale.

Les données sur la répression sont très révélatrices. Au cours des derniers mois, environ 1500 travailleurs ont été arrêtés comme dirigeants de grèves - d'après la dictature, ce sont des « provocateurs, incitant à la grève ». Ils ont tous été libérés après la fin des grèves auxquelles ils avaient participé et après avoir été tabassés systématiquement pendant leur séjour en prison. Les arrestations et les sévices augmentent sensiblement ces derniers temps. On peut déjà compter huit interventions dans les syndicats.

Mais la répression la plus violente se manifeste lors de la dissolution des piquets de grève, où l'on assiste à des scènes de passage à tabac, à des agressions de la part de la police et de la cavalerie, à l'utilisation fréquente des gaz lacrymogènes, etc. Cette répression a déjà provoqué quatre morts et des centaines de blessés, dont certains très gravement. L'un des morts est tombé sous les balles des policiers; un autre est mort des suites d'un passage à tabac, un troisième fut victime d'un accident alors qu'il essayait d'échapper à la cavalerie et, enfin,

le quatrième ouvrier a été tué récemment (le 2 octobre) alors que l'armée essayait de briser les piquets de grève des métaux de Sao Paulo. Les militaires ont foncé sur les travailleurs, abattant l'ouvrier Santos, dirigeant de l'opposition syndicale de sa branche à Sao Paulo.

#### BRIZOLA, LE PTB ET LA COLLABORATION DE CLASSE

Jusqu'à présent, les efforts de la dictature pour concrétiser une politique de collaboration de classe n'ont pas obtenu les succès escomptés. Le retour du leader Brizola fut un échec même dans l'Etat du Rio Grande do Sul, son fief, où le PTB n'a aucune influence auprès de la classe ouvrière.

L'autre parti pouvant être utilisé pour freiner le mouvement de masse, le Parti communiste brésilien (PCB), n'a eu jusqu'à présent aucune prise sur les luttes actuelles, ni même sur le mouvement ouvrier en règle générale. Il n'en a pas moins multiplié les déclarations conciliatrices vis-à-vis des « auto-réformes » du régime. Le PCB ne cesse de déclarer qu'il faut éviter les grèves prolongées pouvant déboucher sur des affrontements sérieux. Il propose à la place de soi-disant « grèves-tortues » (débrayages) ou des grèves de courte durée, un ou deux jours. Le Premier secrétaire du Comité central revenu d'exil le mois dernier grâce à la loi d'amnistie partielle (et malgré l'interdiction maintenue du PCB comme parti légal), a déclaré qu'il était tout à fait d'accord pour une Assemblée cons-

tituante, dirigée par l'actuel dictateur-président, Joao Batista Figueiredo. Cette déclaration n'a toutefois pas été reprise par le Secrétaire général, Luis Carlos Prestes, ce qui démontre l'existence de divergences importantes au sein du PCB, qui prépare d'autre part son prochain 9ème Congrès.

La stratégie du PCB consiste à maintenir « l'unité des oppositions » au sein du MDB (parti de l'opposition tolérée). Cette unité pourrait d'ailleurs englober des secteurs « indépendants » du parti gouvernemental, l'ARENA. S'appuyant sur cette stratégie, le PCB a soutenu l'amnistie restreinte « offerte » par le régime, disant que c'était un « premier pas » vers l'amnistie générale et critiquant par la suite les *Comités Amnesty-Brésil (CBA)* qui se battaient eux, dès leur fondation, pour une réelle amnistie générale; le Parti communiste a désavoué aussi les prisonniers politiques des plus importantes prisons du pays qui déclenchèrent un mouvement de grève de la faim, au moment même où le projet gouvernemental passait au Congrès. Il s'est opposé aussi - souci de cohérence oblige ! - à la création d'une commission parlementaire destinée à enquêter sur les tortures et les assassinats politiques commis par les forces de police, sous prétexte qu'il « ne fallait pas provoquer le régime » car cela pourrait retarder « l'ouverture démocratique ». Encore plus significatives sont les déclarations des porte-parole du PCB à propos des mesures économiques que doit prendre le régime; à plusieurs reprises, ils ont avancé la nécessité d'un « pacte social ».

*LA MORT DE L'OUVRIER qui essayait de fuir la répression de la cavalerie a eu lieu au cours de la grève des métaux de la région de Betim (Minas Gerais), qui fut déclenchée dans les derniers jours de septembre et qui fut réprimée brutalement. Un piquet de grève s'était formé à la porte de l'usine FIAT et a rassemblé le plus grand nombre d'ouvriers ja-*

*mais vu au Brésil : 8 000. Le piquet fut attaqué violemment par la police militaire. Outre la mort de l'ouvrier, deux travailleurs ont aussi été blessés par balle et plusieurs par des coups de sabre - l'un d'eux a eu la main sectionnée. Plusieurs travailleurs ont été également blessés par les chevaux que la police faisait charger sur la foule.*

Grâce au retour de ses principaux dirigeants et sous couvert d'une activité plus légale, tolérée malgré la clandestinité, - statut commun à toutes les organisations de la gauche brésilienne - il est probable que le Parti communiste brésilien va s'accroître de manière significative. Le retour de Prestes a été un événement politique important. Si le Parti communiste réussit à regagner son influence antérieure au sein du mouvement ouvrier, il est d'ores et déjà certain qu'il jouera un rôle stabilisateur d'une importance déterminante dans cette période de transition.

### LES FRUITS DES GREVES

Les principaux dirigeants des grèves reconnaissent que cette année, peu de victoires importantes ont été remportées en termes économiques. Les augmentations de salaires insignifiantes ont été récupérées par l'inflation galopante qui s'est abattue sur l'économie brésilienne. En septembre dernier, le taux d'inflation a atteint 7,96% - hausse qui prend la seconde place après celle du mois de janvier 1964 qui avait été de 11,2 %. Les prévisions pour cette année donnent un taux d'inflation de 70%.

Sur le plan organisationnel, il n'y a pas eu non plus de victoires importantes. Le régime continue à refuser de donner satisfaction à des revendications telles que le statut des délégués

syndicaux ainsi que leur stabilité d'emploi, les commissions d'usine - une des plus grandes armes du mouvement, etc.

Néanmoins, les principaux leaders ouvriers sont d'accord pour reconnaître la forte poussée du mouvement ouvrier et son niveau de maturité élevé. Il existe aujourd'hui un degré d'organisation plus grand et les travailleurs prennent conscience qu'il faut aller chaque fois plus loin. Ils sont conscients aussi qu'ils vont devoir affronter une répression chaque jour plus sanglante et ils s'organisent pour mettre en place les structures le plus à même d'y répondre, tant du côté des organisations de base - avec le cas, par exemple, des commissions d'usine - que du côté des «commandements» de grève. Les travailleurs envisagent dès à présent la création des «suppléants» capables de prendre la relève et d'assurer la direction des luttes après l'arrestation des dirigeants les plus importants. Ils sentent aussi la nécessité de créer des structures de soutien parmi les autres catégories et au sein de la population dans son ensemble.

Il y a eu d'autre part une poussée politique importante de la part du mouvement syndical combatif. Les dirigeants les plus importants ont dévoilé clairement que *«la répression de la part de l'Etat constitue l'arme principale du patronat»*, qu'il *«fait, plus que jamais, lutter*

*contre l'appareil répressif et pour un gouvernement des travailleurs»* afin de remporter des victoires importantes. Cette avancée de la part des dirigeants s'accompagne d'une prise de conscience égale de la base : la quantité de mots d'ordre plus combatifs des oppositions syndicales a nettement augmenté depuis les derniers mouvements revendicatifs.

La très importante campagne de luttes salariales développée par les métallurgistes de la région de Sao Paulo et de Guarulhos - son faubourg industriel - en est une preuve. Le mouvement a débouché sur la grève du 29 octobre, après un mois de négociations infructueuses avec les employeurs, et a touché environ 400 000 travailleurs. Appartenant au plus grand syndicat du Brésil, le Syndicat des Métallurgistes de Sao Paulo, dirigé par «l'éminence jaune» de l'Amérique latine, Joaquim Andrade, ces travailleurs se trouvent depuis lors engagés dans une grève active avec la mise en place de piquets de grève. Ils doivent faire face à une violente répression. Un des dirigeants, le cinquième ouvrier, est déjà mort sous les coups des forces de police. Cette grève gigantesque, malgré sa «dépendance» par rapport à ce syndicat «jaune» a été organisée par l'opposition syndicale. Et on peut déjà remarquer que, dix jours après son déclenchement, la majorité des travailleurs, soit 280 000 personnes, est toujours en lutte.



---

## UN MOUVEMENT INTER-PROFESSIONNEL DE PORTEE NATIONALE

---

Il est important de signaler aussi l'extension géographique du mouvement, ainsi que l'intégration de nouvelles catégories de travailleurs. Au mois d'octobre, le premier mouvement des travailleurs ruraux a eu lieu avec les travailleurs de la canne à sucre de la région de Pernambuco (au nord-est du Brésil), pôle principal des anciennes «ligues paysannes» (2). La grève a été dirigée par les syndicats ruraux, rassemblés autour de la «Fédération des travailleurs agricoles de Pernambuco» et soutenue par la CONTAG (Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture). Ce mouvement a duré une semaine permettant par la suite des victoires partielles importantes.

On peut donc, d'une manière correcte, affirmer que la

répression n'a pas encore été capable de faire reculer le mouvement ouvrier et populaire, malgré certaines défaites locales ou d'ordre économique. Le mouvement progresse. La lutte contre le projet de loi sur les réajustements salariaux, en discussion au Congrès, se développe et gagne la rue. Très important aussi est le fait que l'approfondissement des liens entre les dirigeants syndicaux et les *Comités pour l'amnistie* se renforce dans la lutte contre la répression du mouvement populaire. Ce fait révèle une évolution importante de la part des CBA; des secteurs de plus en plus importants défendent la nécessité de combiner la lutte pour l'amnistie générale à la lutte contre la répression, contre l'Etat bourgeois et pour le socialisme.

---

## LA POUSSEE DE L'ORGANISATION POUR LE PARTI DES TRAVAILLEURS

---

L'élément le plus important de la poussée du mouvement ouvrier est la croissance du *Parti des Travailleurs*. Le 13 octobre, s'est tenue la réunion du mouvement pro-PT dont il ressort les éléments suivants : la réaffirmation de la Charte de principes et de la Plateforme politique (voir *Inprecor* numéro 60 du 4 octobre); l'approbation d'une déclaration politique ainsi qu'une proposition organisationnelle (voir annexes). Cette proposition donne forme à l'organisation de base (ce qui manquait dans le projet initial) et propose une structure de fonctionnement démocratique concrète : «*L'organisation du PT doit être du bas vers le haut*».

La *Commission nationale provisoire* s'est élargie grâce à la participation de personnalités importantes. La première est celle de Manoel da Conceição, le principal leader paysan du Brésil, ex-Président du Syndicat des travailleurs ruraux de Pindaré-Mirin (Etat de Maranhão), qui vient de rentrer d'exil.

Un autre dirigeant important est José Ibrahim, l'un des animateurs du mouvement d'opposition syndical en 1968, ex-Président du syndicat des métallurgistes d'Osasco (Sao Paulo) qui vient aussi de revenir d'exil. C'est un renforcement important au sein d'une commission qui comprenait déjà les dirigeants «authentiques» les plus importants, tels que : Luis Inacio da Silva (Lula), Paulo Skromov, Jaco Bittar, Olivio Dutra. Cette commission pro-

visoire, qui sera d'ailleurs élargie par la participation de représentants régionaux importants, fonctionnera ainsi jusqu'à la «*Rencontre nationale des militants pro-PT*», qui se tiendra dans un délai de 120 jours.

Un autre élément important aussi de l'accroissement du PT est l'adhésion de l'APML (Action populaire marxiste-léniniste), principale organisation centriste brésilienne, qui défendait jusqu'à présent le «Parti populaire», expression d'un «Front de mobilisation populaire».

Cette avancée du mouvement se combine, comme il est normal, à un mouvement de différenciation interne. Au cours de la rencontre du 13 octobre, se sont dégagés deux courants : le courant majoritaire qui met l'accent sur le caractère classiste du PT, sur le lien indissoluble entre la lutte contre la dictature et la lutte anti-capitaliste, et un courant minoritaire, qui préfère dénoncer la lutte contre la dictature et laisser de côté pour le moment la lutte contre l'exploitation et le capitalisme. Cela met en évidence les deux batailles essentielles à mener : la lutte pour la croissance du mouvement pour le PT, pour sa construction en tant que parti de la classe et la lutte interne, afin de garantir la continuité de la position fondamentale - un parti sans patrons, défendant les intérêts historiques des travailleurs.

La crise de la dictature militaire brésilienne évolue de manière très complexe. On assiste à une certaine libéralisation au niveau des super-structures, accompagnée d'un accroissement de la répression des mouvements de masse. La dictature œuvre dans le sens d'une transition «à l'espagnole». Mais, en contrepartie, elle doit faire face à un mouvement ouvrier qui démontre que, de son côté, il n'a aucune envie de voir se réaliser à ses dépens un «Pacte de la Moncloa» à la brésilienne.

---

2) Les ligues ont été la plus importante expérience de radicalisation paysanne jamais vue au Brésil. Elles ont existé jusqu'avant le coup d'Etat de 1964.

## Le Parti des travailleurs en direction des masses

Le 13 octobre dernier fut déterminant pour la construction du Parti des Travailleurs. Dans la région de Sao Bernardo do Campo (région de l'ABCD, banlieue industrielle), plus de 130 délégués et invités du PT ont participé à une réunion qui devait donner une structure organisationnelle définitive au PT, et le mettre dès à présent, sans recul ni vacillations, en contact direct avec les travailleurs de tout le Brésil.

«Etablir un langage commun et lancer une fois pour toutes le Mouvement pour le Parti des Travailleurs dans les rues», furent les paroles du leader syndical Lula.

Dans ce sens, nous publions ci-dessous la «Déclaration politique» de cette rencontre, ainsi que les «Suggestions pour des structures transitoires de fonctionnement». Ces deux documents ont été approuvés majoritairement lors de ces journées.

(Les deux articles ont été publiés dans l'hebdomadaire de la gauche-révolutionnaire «Em Tempo», qui a un tirage national de 30 000 exemplaires.)

### Déclaration

#### «Un parti pour les opprimés et les exploités»

Face à l'écho croissant que le Mouvement pour le Parti des Travailleurs rencontre dans les différents secteurs de la société brésilienne, en ouvrant pour la première fois depuis des décennies dans l'histoire du pays, un vaste débat novateur au sein du mouvement populaire et ouvrier, la commission de coordination provisoire a estimé nécessaire de présenter publiquement quelques points préliminaires concernant la position politique du Parti.

Cette déclaration a surtout pour but de contribuer à l'élargissement de ce débat et, en particulier, de structurer organisationnellement tous ceux qui veulent se battre, pour la construction de

ce nouvel outil, et lutter avec détermination pour la fin de l'actuel régime dictatorial.

Pour cela, nous déclarons :

#### 1) Sur les origines du PT :

Après plusieurs années de résistance démocratique, le fait le plus important vécu par la société brésilienne est la lutte importante des masses travailleuses, qui a commencé tout récemment, pour l'amélioration des conditions de vie de larges couches de la population des villes et des campagnes brésiennes. La montée de ces luttes - que la dictature n'a pu empêcher - a créé des conditions favorables pour que les premiers pas soient réalisés pour pro-

voquer la rupture des principaux mécanismes répressifs, base du régime : «l'archo salarial» et l'interdiction du droit de grève.

La proposition du PT est donc née du développement de ces luttes. Faire face au poids brutal de la concentration du pouvoir de l'Etat, ennemi des travailleurs, devenait, pour le mouvement ouvrier et populaire, une tâche primordiale. Pour cela, les simples revendications économiques, tout en restant très importantes, ne suffisaient pas. Elles ne pouvaient garantir de meilleures conditions de vie à la majorité du peuple brésilien.

A la suite d'une série de confrontations avec les instruments de lutte que se sont donnés les travailleurs, par exemple, lors des interventions contre les syndicats, l'action répressive de l'Etat s'est trouvée dans une impasse. La répression a fait prendre conscience aux masses travailleuses qu'il fal-

lait agir de manière organisée, au sein même de la société, avec des instruments propres et par-dessus tout, un projet politique autonome des autres classes.

L'idée du Parti des travailleurs est née après la poussée et le renforcement de ce nouveau et large mouvement social qui s'élargit aujourd'hui. Depuis les usines jusqu'aux quartiers, des syndicats jusqu'aux communautés religieuses de base, des «mouvements contre la vie chère» aux associations de quartier, du mouvement étudiant et des intellectuels aux associations professionnelles, du mouvement des Noirs au mouvement des femmes, à bien d'autres encore, tels ceux qui luttent pour la défense des droits des minorités indigènes.

Il est donc né d'un besoin réel de :

- créer un canal d'expression politique et parti-daire des travailleurs des vil-les et de la campagne, ainsi que de toutes les couches exploi-tées par le capitalisme;
- construire une organisa-tion politique des mili-tants agissant au sein des différents mouvements so-ciaux qui sont généralement divisés par leurs propres différences internes et sur des luttes revendicatives qui n'ont pas toujours réussi à avoir une expression politi-que réelle;
- et, enfin, s'appropri-er le champ politique en tant qu'activité propre des masses populaires, qui veu-lent participer, légalement et légitimement, à toutes les instances du pouvoir dans la société. Non seulement en période électorale, mais surtout, à chaque fois que c'est possible, au jour le jour, pour la construction d'une nouvelle conception de la démocratie, enracinée dans les couches exploitées et appliquant les décisions de la majorité.

Ainsi, le Mouvement pour le Parti des travailleurs prétend se constituer dans une organisation de masse, réunissant tous les secteurs sociaux ayant intérêt à la transformation de l'actuel ordre économique, social et politique. Outre les secteurs qui soutiennent ce projet depuis quelque temps, il faut aussi mentionner la participation de quelques parle-mentaires du MDB, engagés dans les luttes de la grande majorité du peuple ainsi que de secteurs de l'Eglise réelle-ment engagés dans la lutte pour la libération sociale.

Le mouvement pour le Parti des travailleurs ne pré-tend donc pas seulement ap-porter des solutions provi-soires et immédiates pour les masses travailleuses, mais, en premier lieu, créer les condi-tions d'une lutte, à moyen et long terme, pour la démocrati-sation effective de la société et pas seulement pour le changement de l'actuel ordre social. Le PT se bat pour que tout le pouvoir économique et politique soit exercé direc-tement par les travailleurs, seule manière de mettre fin à l'exploitation et à l'oppres-sion.

En fonction de cela, le PT va construire une struc-ture interne fondée sur la démocratie, appuyée sur des décisions collectives et col-légiales qui garantissent, ef-fectivement, la mise en œu-vre des décisions de la base par une direction politique à partir d'un programme.

## 2) Le Mouvement pour le PT et les syndicats

Bien que né des luttes reven-dicatives des travailleurs, le projet de constitution du PT ne se confond pas néanmoins avec le mouvement syndical. Nous défendons, sans com-promis, l'autonomie et l'in-dépendance des syndicats ainsi que de tous les mouve-ments sociaux, non seule-ment vis-à-vis de l'Etat, mais aussi des partis politiques.

Ainsi, le Mouvement pour le PT considère que la lutte pour une Central uni-que des travailleurs est une revendication fondamentale de tous ceux qui vivent de leurs salaires, mais il com-prend que sa construction passe nécessairement par la destruction de l'actuel ap-pareil syndical, vertical et lié à l'Etat. Donc, la CUT ne peut pas être l'œuvre des organisations au sommet, mais elle doit se fonder sur la volonté de tous les travail-leurs.

## 3) Le PT et la «réforme des partis politiques»

Le projet du PT n'est pas né à partir de la «reformulation des partis», entamée par le régime. Sa légitimité est la conséquence de l'action des travailleurs eux-mêmes et des couches populaires qui se sont rassemblés pour sa construction. Ce n'est pas un produit des lois, dicté de haut en bas, en marge de la souveraineté populaire.

Le Mouvement pour le PT exige cependant le droit démocratique de se consti-tuer en tant que parti légal et il considère indispensable que cette légalité soit éten-due à tous les courants de pensées, existant au sein de la société. **IL N'Y A PAS DE DEMOCRATIE SANS LI-BERTE D'ORGANISATION ET L'ORGANISATION PO-LITIQUE EST LE DROIT DE TOUS.**

## 4) Le Mouvement pour le PT et la question du Front de masse

Nous refusons donc la dis-solution des partis politiques actuels ainsi que la création de nouveaux partis, par un coup de force du régime. Ce dernier n'arrive pas à af-fronter ses adversaires sur le terrain politique. Nous réclamons aussi la plus large liberté d'organisation et d'ex-pression politique. Ce fai-sant, nous appelons toutes les forces démocratiques

afin qu'elles s'organisent au sein d'un large front de masse contre le régime dictatorial.

Nous jugeons cependant indispensable la préservation du droit de chaque courant politique de pouvoir s'organiser indé-

pendamment et en accord avec ses propres principes. C'est un droit essentiel pour le renforcement de ce front qui est aujourd'hui plus nécessaire que jamais, afin de rompre l'isolement politique que le régime veut imposer aux différentes forces sociales et politiques de l'opposition. Face aux tenta-

tives de division du régime, nous devons opposer l'élargissement des forces démocratiques et populaires. C'est dans cette perspective que la lutte unitaire pourra se redéfinir, ôtant aux dirigeants gouvernementaux toute possibilité d'initiative et de contrôle sur l'actuelle période de transition.

\* CONTRE LA DISSOLUTION ARBITRAIRE DES PARTIS POLITIQUES ACTUELS ET POUR LA PLUS LARGE LIBERTÉ D'ORGANISATION ET D'EXPRESSION POLITIQUE

\* CONTRE LA POLITIQUE SALARIALE DU GOUVERNEMENT ET POUR DES CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL

\* POUR UN SMIG REEL, NATIONAL ET UNIFIÉ

\* POUR LA STABILITÉ DE L'EMPLOI

\* POUR LA LIBERTÉ ET L'AUTONOMIE SYNDICALE

\* POUR LE DROIT DE GREVE

\* POUR UNE AMNISTIE REELLE, LARGE ET SANS RESTRICTIONS

Sao Bernardo, le 13 octobre 1979

## Structures provisoires de fonctionnement

### «Formez partout des noyaux du Parti des travailleurs !»

Cette proposition a pour but de présenter quelques éléments de fonctionnement, à caractère provisoire. Elle envisage ainsi de dépasser l'actuelle étape de manques de structures organisationnelles auquel doit faire face le mouvement pour le Parti des travailleurs. Dans ce sens, il est très important de mentionner que les normes organiques ici suggérées ne sont pas seulement transitoires, mais qu'elles sont aussi remplaçables par d'autres, selon les caractéristiques spécifiques des noyaux qui se constitueront dans chaque localité, dans chaque région.

Par ailleurs, il est très important également de signaler que des normes définitives de l'organisation du PT, seules garanties de la pleine démocratie interne, devront être débattues au moment d'une première Rencontre nationale (voir ci-dessous), ainsi que son caractère définitif qui doit être débattu et établi lors du Congrès national du PT qui doit se tenir prochainement.

Voici donc les suggestions :

1) Le Mouvement pour le Parti des travailleurs se définit dès maintenant com-

me un parti démocratique, ouvert à tous les travailleurs de la ville et de la campagne, des paysans pauvres, des «posseiros» (1), des membres des professions libérales, des enseignants, des employés, des parlementaires, étudiants, travailleurs autonomes des villes et des campagnes, et proclame sa volonté de lutter pour sa légalisation.

2) Dans ce but, le Mouvement pour le Parti des travailleurs entend créer des organisations locales, avec des locaux pour des réunions et des permanences; il établira des cartes d'adhésion, ainsi qu'un fichier de ses militants; il va promouvoir également une campagne de soutien financier.

3) Le PT devra lancer prochainement une campagne de signatures, fondée sur une large mobilisation des masses, afin de faire connaître les propositions du PT.

(1) Paysans pauvres qui s'approprient des terres non-cultivées appartenant à des latifondiaires ou à l'Etat.

Les listes de signatures auront un caractère uniforme, sur le plan national.

4) Le militant du Mouvement pour le PT se définit par son adhésion à l'un des noyaux de cette organisation, par sa participation aux réunions et par son travail au sein de ce noyau, ainsi que l'accord sur les points essentiels de la Charte de principes du 1er mai 1979 (voir Inprecors numéro 60) et de la Déclaration politique du 13 octobre 1979.

5) Les militants devront participer financièrement à l'activité du PT, selon les critères définis par la Commission nationale provisoire.

6) Au cours de l'actuelle étape organisationnelle, le Mouvement pour le PT sera structuré sous la forme de noyaux de base. Ces

noyaux seront reconnus en tant que tels lorsqu'ils regrouperont un minimum de 21 membres organisés, sur la base du lieu de travail, d'habitation ou par catégorie professionnelle. Il y aura également des commissions de noyaux au niveau local et régional. Le droit d'expression sera reconnu à tous les noyaux en voie de formation.

7) De manière transitoire, chaque noyau devra élire un secrétaire et un suppléant, dont la fonction sera d'établir des liens avec les organismes supérieurs du mouvement.

8) Il est conseillé que chaque noyau ait une adresse fixe pour la correspondance et, si possible, qu'il ait même un numéro de boîte postale.

9) D'ores et déjà, nous pouvons fixer la date de la «Première Rencontre nationale des militants pro-PT», dans un délai de 120 jours, au maximum, passant par la tenue préalable de rencontres régionales. Cette Rencontre nationale aura pour objet l'approbation d'une Charte de principes, de statuts et d'une plateforme de luttes.

10) Une Commission nationale provisoire reste en place et est constituée par l'actuelle coordination, plus deux représentants, élus par les militants de chaque état de la Fédération, dans un délai de 15 jours. La Commission nationale provisoire pourra tout aussi bien convoquer d'autres camarades pour faciliter la réalisation de toutes les tâches énumérées ci-dessus.

## **La commission nationale provisoire du Parti des travailleurs**

Voici les membres de l'actuelle Commission nationale provisoire, qui sera élargie dans une quinzaine de jours par deux représentants de chaque état où existent des noyaux du Parti des travailleurs. Cette structure fonctionnera en tant que direction du Mouvement jusqu'à la prochaine réunion nationale :

- Jaco BITTAR, président du Syndicat des travailleurs du pétrole de la région de Campina (Etat de Sao Paulo), coordinateur de la Commission;
- Arnobio SILVA, président du Syndicat des travailleurs des plantations de banane de la région du Vale da Ribeira (Sao Paulo);
- Edson KAHIR, député fédéral du MDB de Rio de Janeiro;
- Henos AMORINA, président du Syndicat des métallurgistes de Osasco (Sao Paulo);
- Jose IBRAHIM, ex-président du Syndicat des métallurgistes de Osasco, récemment revenu d'exil;
- Luiz Inacio da SILVA (Lula), président du Syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo;
- Manoel da CONCEICAO, ex-président du Syndicat des travailleurs ruraux de Pindaré-Mirim (Etat de Maranhao), lui aussi sortant de la clandestinité et de deux ans d'exil;
- Olivio DUTRA, président du Syndicat des employés de banque de Porto Alegre (Rio Grande do Sul);
- Paulo SKROMOV, président du Syndicat des travailleurs des Cuirs et plastiques de Sao Paulo;
- Wagner BENEVIDES, président du Syndicat des travailleurs du pétrole de Minas Gerais.